
LE SANGLIER EN HAUTE-MARNE

THÈSE PRÉSENTÉE A L'UNIVERSITÉ
CLAUDE BERNARD DE LYON
(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 29 Janvier 1981
pour obtenir le Grade de
DOCTEUR VÉTÉRINAIRE

par

Jean-Yves MARIN

né le 27 Juillet 1956 à ÉCLARON (Haute-Marne)

**LE SANGLIER
EN
HAUTE-MARNE**

THÈSE PRÉSENTÉE A L'UNIVERSITÉ

CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 29 Janvier 1981

pour obtenir le Grade de

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE



par

Jean-Yves MARIN

né le 27 Juillet 1956 à ÉCLARON (Haute-Marne)

LE SANGlier
EN
HAUTE-MARNE



PERSONNEL ENSEIGNANT

DE L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

DIRECTEUR : Monsieur le Professeur COTTEREAU
DIRECTEURS HONORAIRES : Messieurs les Professeurs TAPERNOUX, FLORIO,
FROGET.

PROFESSEURS

Alimentation -
Anatomie M. BARONE
Chirurgie M. COULON
Histologie-Anatomie pathologie M. TISSEUR
Hygiène et Industrie des aliments d'origine
animale M. CHANTEGRELET
Maladies contagieuses M. JOUBERT
Parasitologie M. EUZEBY
Pathologie générale - Microbiologie M. OUDAR
Pathologie médicale du bétail M. COTTEREAU
Pathologie médicale des équidés M. FONTAINE
Pathologie de la reproduction M. BERTRAND
Pharmacie-Toxicologie M. LORGUE
Physiologie M. BOST
Physique-Chimie M. DELATOUR
Zootechnie M. FROGET
C.F.T.S M. FLACHAT

PROFESSEURS SANS CHAIRE

MM. JEAN-BLAIN, LE NIHOUANEN, GASTELLU, PRAVE, LAPRAS,
DESCHANEL, BOIVIN.

MAITRES DE CONFERENCES

Mme BRUGERE, MM. GEVREY, RICHARD, KECK, FRANCK.

MAITRE-ASSISTANT AGREGE

M. LEGEAY

MAITRES-ASSISTANTS

Mmes CHAUVE, RACHAIL, Mle COURSAT, Mrs DENOIX, FAU,
DEMONT, CHOMEL, EUZEBY, JAUSSAUD, GARNIER.

ASSISTANTS

Mmes GRANCHER, PEPIN, Mle MARTIN, Mrs GRANCHER, DELTOUR, DULAC,
DROMIGNY, DUCLOS, NGO TAN Hung, GUERIN, THIN, BOUVIER, PEPIN,
THIEBAULT.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

EXAMINATEURS DE LA THESE :

- Président : M. le Professeur A. BERTOYE
de la Faculté de Médecine
- Premier Assesseur : M. le Professeur J. OUDAR
de l'Ecole Nationale Vétérinaire
- Deuxième Assesseur : M. le Professeur M. PRAVE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie) de LYON
et l'Ecole Nationale Vétérinaire de LYON déclarent que les opinions
émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent
leur donner ni approbation, ni improbation.

A Monsieur le Professeur BERTOYE

Qui nous a fait le grand honneur
d'accepter la présidence de notre jury de thèse.
Très respectueux hommages.

A Monsieur le Professeur OUDAR

Qui a bien voulu accepter notre sujet de thèse
et nous a toujours accueilli aimablement.
Qu'il trouve ici l'assurance de nos remerciements
sincères et de notre profond respect.

A Monsieur le Professeur PRAVE

Qui nous a fait l'honneur de participer
à notre jury de thèse.
Respectueuse reconnaissance.

A Monsieur VASSANT Adjoint au Conseiller Cynégétique

Pour toute l'aide et les conseils qu'il nous a
si aimablement prodigués.
Qu'il soit assuré de notre sincère reconnaissance.

A Monsieur BOISEAUBERT Conseiller Cynégétique Région Est

et à tous ceux qui nous ont apporté leur aide
et leurs connaissances.
Sincères remerciements.

A mes Parents

Bien modeste témoignage de ma reconnaissance
pour leur sacrifice et leur dévouement.

A mon Epouse

A Bertrand

A toute ma famille et à tous mes amis.

- P L A N -

INTRODUCTION

I. LE SANGLIER ANIMAL DE CHASSE

A. CARACTERISTIQUES CYNEGETIQUES DU DEPARTEMENT

- 1° - Le territoire
- 2° - Le gibier
- 3° - Les chasseurs

B. LA CHASSE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE

- 1° - Importance des tableaux et variations géographiques
 - a/ Découpage du département en zones
 - b/ Tableaux de chasse par zones
- 2° - Modes de chasse

II. ELEVAGE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE

A. GENERALITES - IMPORTANCE DE L'ELEVAGE

- 1° - Recherche et recensement des enclos à sangliers
 - a/ Fichier d'immatriculation de la D.D.A.
 - b/ Enquête auprès des Gardes de l' O.N.C.
 - c/ Essai de classification
- 2° - Questions posées aux responsables des élevages
- 3° - Importance
- 4° - Types d'élevages
 - a/ Enclos d'élevage pour la chasse
 - b/ Enclos d'élevage pour la chair
 - c/ Petits enclos

B. ELEVAGE POUR LA CHASSE

- 1° - Importance - situation
- 2° - Installations - investissements
- 3° - Le cheptel et sa gestion
- 4° - Alimentation
- 5° - Débouchés
- 6° - Problèmes rencontrés

C. ELEVAGE POUR LA CHAIR

- 1° - Mise en place des élevages
 - 1-1) Création et répartition
 - a/ Motivations
 - b/ Dates de création
 - c/ Répartition géographique
 - 1-2) Superficie
 - 1-3) Infrastructures
- 2° - Le cheptel
 - 2-1) Les reproducteurs
 - a/ Provenance
 - b/ Nombre de laies
 - c/ Reproduction
 - d/ Causes de réforme
 - 2-2) Les produits
 - a/ Productivité et prolificité
 - b/ Mortalité des jeunes
 - c/ Type de production
- 3° - Alimentation
 - 3-1) Aliments naturels
 - a/ Herbe
 - b/ Fruits et graines de la forêt
 - c/ Proies animales
 - 3-2) Aliments apportés
 - a/ Distribution
 - b/ Les aliments
 - c/ Compléments
- 4° - Problèmes rencontrés
 - 4-1) Pathologie
 - a/ Pathologie de la reproduction
 - b/ Parasitisme
 - c/ Maladies infectieuses
 - d/ Blessures
 - 4-2) Problèmes de gardiennage
 - a/ Fuites
 - b/ Braconnage
 - c/ Vandalisme

4-3) Compatibilité avec le milieu

a/ Plants de peupliers

b/ Futaie et taillis sous futaie

D. LES PETITS ENCLOS

1° - Elevage en jardin

2° - Elevage en forêt

II. LES DEGATS DE SANGLIER

A. IMPORTANCE ET EVOLUTION

1° - Importance et évolution du montant global des indemnisations payées en Haute-Marne.

2° - Volume des cultures détruites

3° - Partie imputable au sanglier

B. NATURE ET REPARTITION DES DEGATS

1° - Répartition des dégâts selon la nature des cultures

2° - Description des dégâts

a/ Sur semis

b/ Sur céréales de récolte

c/ Sur maïs

3° - Epoque de survenue des dégâts

4° - Répartition des dégâts par zones

5° - Variations des dégâts en fonction du cheptel sanglier

C. PROCESSUS D'INDEMNISATION

1° - Historique de l'indemnisation des dégâts de gibier

a/ Situation antérieure à 1968

b/ Article 14 de la loi du 27 Décembre 1968

2° - Fonctionnement du système d'indemnisation

2-1) Constitution des fonds servant à indemniser les agriculteurs

a/ Répartition des sommes payées par les chasseurs

b/ Compte d'indemnisation particulier du département

c/ Compte d'indemnisation général

d/ Cas des départements surdéficitaires

2-2) Modalités d'évaluation des dégâts

- a/ Déclaration des dégâts par la victime
- b/ Le secrétariat de la commission pour l'indemnisation
- c/ Le délégué de l' O.N.C.
- d/ Les estimateurs
- e/ La commission pour l'indemnisation des dégâts
- f/ Le montant de l'indemnité versée

3° - Problèmes liés au système actuel

- a/ Dans son fonctionnement en Haute-Marne
- b/ Dans son principe

4° - Améliorations possibles du système d'indemnisation

- a/ Amendements du système actuel
- b/ Instauration d'une taxe à l'hectare boisé
- c/ Instauration d'un timbre grand gibier
- d/ Instauration du bracelet sanglier

D. MOYENS DE LUTTE CONTRE LES DEGATS

1° - Contrôle des populations

2° - Protection des cultures

- a/ Répulsifs à action olfactive ou visuelle
- b/ Essais acoustiques
- c/ La clôture électrique

CONCLUSIONS

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

I N T R O D U C T I O N

Le sanglier, *Sus scrofa* L, gibier particulièrement recherché est abondant dans le département de la Haute-Marne. Sa chasse, ainsi que celle du cerf et du chevreuil, attire de nombreux chasseurs, souvent même étrangers à notre département.

La saveur de sa chair, la demande toujours grandissante en viande de sanglier ainsi que le côté agrément et contact avec la nature ont contribué à la multiplication des élevages tant pour la chasse que pour la chair.

En contre partie la Haute-Marne détient le triste privilège d'être régulièrement classée en tête des départements Français en ce qui concerne le montant des dégâts de gibier et en particulier de sanglier. Pour cette raison, elle est particulièrement concernée par la réglementation régissant l'indemnisation des dégâts aux cultures et représente un terrain d'expérimentation idéal pour tout système de protection permettant une réduction substantielle de ces dégâts.

P R E M I E R E P A R T I E

LE SANGLIER ANIMAL DE CHASSE

- Caractéristiques cynégétiques du département.
- La chasse du sanglier en Haute-Marne.

I . LE SANGLIER ANIMAL DE CHASSE

Gibier noble par excellence mais d'aspect bourru et rébarbatif, il provoque chez le chasseur une véritable passion pour sa chasse, passion qui n'est pas tempérée par la sympathie et le regret ressentis lors de la mise à mort d'un animal gracile et doux comme le chevreuil. Une vieille peur ancestrale de la bête noire et quelques légendes n'y sont probablement pas non plus étrangères.

A . CARACTERISTIQUES CYNEGETIQUES DU DEPARTEMENT

1° - Le territoire

D'une superficie totale de 625.000 ha, le département de la Haute-Marne est particulièrement boisé puisque bois et forêts couvrent 40 % de sa surface totale contre 26 % pour l'ensemble de la France. (Tableau n° I)

L'abondance des bois de particuliers, en multipliant les lots de chasse, permet à un grand nombre de chasseurs y disposant du droit de chasser, de rencontrer du grand gibier et en particulier le sanglier, même si la densité y est plus faible qu'en forêt Domaniale. (Tableau n° II)

A l'inverse, la partie appartenant à l'Etat et aux communes, soumise au régime forestier, est pour l'essentiel louée par adjudication qui excluent souvent les chasseurs locaux de territoires situés sur leur propre commune.

2° - Le gibier

Il est impossible de connaître le cheptel exact de gibier d'un département.

Une approche nous en est cependant fournie par le nombre d'animaux tués annuellement, ces derniers étant recensés par les gardes de l' O. N. C. (Tableau n° III)

Tableau n° I : Utilisation du territoire dans le département de
de la Haute-Marne

Utilisation du territoire	Surface (1000 ha)	% de la surface totale
Surface agricole utilisable	316,6	50,7
Territoires agricoles non utilisés	30	4,8
Bois et forêts	252	40,3
Etang en rapport	1	0,2
Territoire non agricole	25,4	4
TOTAL	625	100

Tableau n° II : Répartition de la propriété foncière des bois et forêts
en Haute-Marne en 1978

Propriétaire	Surface (1000 ha)	% de la surface totale des bois et forêts
L'Etat	31,3	12,4
Les communes	99,1	39,3
Particuliers	121,6	48,3
TOTAL	252	100

Source : O.N.C. Service Technique Région Est

Tableau n° III : Evolution des tableaux de chasse réalisés par saison de chasse en Haute-Marne de 1973 à 1978

Espèces	73/74	74/75	75/76	76/77	77/78	78/79	Moyenne annuelle
Cerfs	?	258	274	318	462	559	375
Chevreuils	?	964	952	971	921	1036	969
Sangliers	1694	2122	2125	1816	1992	1454	1867
Lièvres	3289	8577	9782	10088	8275	5176	7531
Perdrix	2101	4039	5035	5150	6760	5073	4693

Tableau IV : Nombre de permis de chasser, délivrés en Haute-Marne de 1970 à 1978

Année	Départementaux	Bidépartementaux	Généraux	Total
1970	7786	1813	286	9885
1971	7772	1865	306	9943
1972	8312	2138	366	10816
1973	8625	2289	293	11207
1974	8813	2284	323	11420
1975	10594	-	891	11485
1976	10563	-	1016	11584
1977	10152	-	968	11120
1978	10318	-	900	11218

Source : O.N.C. Service Technique Région Est

Ces chiffres, bien qu'étant approximatifs permettent de situer l'ordre de grandeur des tableaux de chasse et d'observer les variations annuelles.

La densité en grand gibier (7,5 sangliers tués en moyenne pour 1000 ha de forêt) et la pauvreté en petit gibier met en évidence la vocation cynégétique actuelle du département essentiellement tournée vers le grand gibier et le sanglier.

3° - Les chasseurs

Nous connaissons le nombre de chasseurs ayant pris leur permis de chasser dans le département et non le nombre de chasseurs chassant effectivement en Haute-Marne (un certain nombre d'entre eux sont porteurs d'un permis national pris dans un autre département). (Tableau n° IV)

B . LA CHASSE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE

1° - Importance des tableaux et variations géographiques

Si le sanglier représente le gibier majeur au niveau du département, son importance n'en varie pas moins selon la zone considérée.

a/ Découpage du département en zones

Ce découpage a été réalisé par les Services Techniques de l'O. N. C Région Est.

Le département a été découpé en 15 zones homogènes. Ce découpage tient compte

* de la géographie déterminant le boisement et l'agriculture

- | | |
|---------------------------------|------------------------|
| - Le Massif d'Auberive (13500) | - Le Der (13000) |
| - Le Centre Nord (44700) | - Les Vosges (15000) |
| - La Vallée de la Marne (15000) | - Le Bassigny (11500) |
| - La Vallée de l'Aube (8300) | - La Vingeanne (12500) |

* de la densité du gibier et du mode de chasse

- Les Groupements d'Intérêts Cynégétiques des Massifs
 - . du Val (6000)
 - . de l'Etoile (6000)

Carte n° V

HAUTE-MARNE (52)

NOMBRE DE SANGLIERS TUES

(recensés par les gardes nationaux)

Légende

Le Massif

75 - 2125
76 - 1816
77 - 1992
78 - 1454
79 - 810

La Vallée de la Marne

Le Centre Nord

Le Bassigny

Les Vosges

La Vingeanne

Massif d'Auberive

Le DER

71
32
39
26

Le Massif de Cyrex

79-63-33-73-53

Massif Etoile

24-23-7-16-45

Massif des Dhuits

241-257-225-167

La Ceinture des Dhuits

137-113-110-87

La Vallée de l'Aube

74
71
55
25

Le Massif d'Arc

397
427
548
327

La Ceinture d'Arc

303
267
307
187

--- département
--- commune
--- chemin de fer
--- routes nationales
--- autoroutes
--- canaux & cours d'eau
--- lacs & étangs

57
41
72
64

N

135

135

129

112

86

63

52

87

23

54

58

36

76

65

54

36

15

30

30

30

Source : O.N.C. Service Technique Région Est

- Les Massifs riches en cerfs de

.Cirey sur Blaise (7600)

.Les Dhuits (3500)

.Arc en Barrois - Chateauvillain (11000)

* de l'étude de l'effet de l'expérimentation clôtures électriques

- La Ceinture d'Arc (21600)

- La Ceinture des Dhuits (4400)

regroupant les communes périphériques aux zones d'expérimentation protégées par clôtures.

Remarque : Les chiffres entre parenthèses représentent l'évaluation de la surface boisée (ha).

b/ Tableaux de chasse par zone

Le découpage par zone met en valeur la très grande hétérogénéité du département vis à vis des densités de sanglier.

Il est en effet surprenant de voir chaque année se tuer 50 % des sangliers sur 4 des 15 zones, représentant à elle quatre 20 % de la surface boisée totale. A l'inverse, si une grosse partie du département ne connaît que des densités assez faibles, il n'existe pas de zones d'où le sanglier soit totalement absent.

Nous notons une régression quasi générale et importante (près de 40 %) des tableaux de sangliers pour l'année 1979 ; cette spectaculaire diminution doit être corrigée par la réduction de la période de chasse en cette année, et ne correspond donc pas forcément à une réduction aussi importante du cheptel.

2° - Modes de chasse

La chasse traditionnelle, pratiquée par la presque totalité des chasseurs de sangliers est la battue généralement avec chiens. Les plus appréciés furent longtemps les chiens dits de "grand pied" c'est à dire capable de rapprocher et de chasser plusieurs heures durant un même animal ; c'étaient des griffons Nivernais et Vendéens, Anglo-Français, Bruno du Jura et leurs croisements. Depuis plusieurs années, les lots de chasse se réduisant et les routes devenant toujours plus dangereuses pour nos compagnons de chasse,

la tendance passe plutôt aux chiens de petit format chassant moins longtemps, ainsi nous voyons de plus en plus de beagles et apparentés, fox terriers, bassets fauve de Bretagne ou teckels. Il est vrai que les frais de nourriture contribuent également à cette réduction de taille.

La chasse à l'Approche, bien qu'autorisée sur l'ensemble du département à partir du 1er Septembre, reste marginale et localisée à quelques massifs.

La chasse en enclos, après avoir connu un fort développement dans les années 70 à 75 puis avoir régressé les années suivantes, est actuellement stationnaire.

Les battues dans le parc d'Auberive, géré par l'Office National des Forêts restent très prisées malgré leur prix.

DEUXIEME PARTIE

ELEVAGE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE

- Généralités - Importance de l'élevage
- Elevage pour la chasse
- Elevage pour la chair
- Les petits enclos

II. ELEVAGE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE

Animal robuste et d'entretien en captivité assez facile, devenant même rapidement familier, le sanglier fut de tout temps volontier élevé lorsque l'occasion s'en présentait (capture de marcassin), cependant depuis une quinzaine d'années les enclos destinés à l'élevage de ce gibier se sont multipliés.

A. GENERALITES - IMPORTANCE DE L'ELEVAGE

1° - Recherche et recensement des enclos à sangliers

Deux voies nous ont guidées dans la recherche de cet objectif : tout d'abord le fichier d'immatriculation des élevages de gibier de la Direction Départementale à l'Agriculture, puis, devant ses insuffisances, une enquête auprès des Gardes de l'Office National de la Chasse (Ex Gardes Fédéraux).

a/ Fichier d'immatriculation de la D.D.A.

Rappelons tout d'abord les passages les plus importants de l'Arrêté Ministériel du 28 Février 1962 instituant le dit fichier et définissant les conditions d'inscription :

A M. du 28 Février 1962

Considérant qu'il est indispensable de renforcer la protection du gibier naturel par une discrimination rapide et efficace entre les espèces le constituant et les espèces morphologiquement semblables de gibier de production :

Arrêté

Art. 1 - Tous les animaux de mêmes espèces que les différents gibiers sont considérés comme animaux domestiques s'ils sont nés et élevés en captivité.

Art. 2 - Sur justification de leur origine ...la mise en vente, l'achat, le transport et le colportage des dits animaux sont libres en tout temps.

Art. 3 - Les éleveurs se livrant à la production des animaux visés à l'article 1er en vue de leur commercialisation ou de leur colportage devront en effectuer la déclaration.

Celle-ci sera facultative pour les éleveurs non commerçants. Les élevages à but lucratif sont nécessairement reconnus, immatriculés et contrôlés.

- Déclaration d'élevage ...au Directeur Départemental des Eaux et Forêts.
- Reconnaissance par un représentant des Eaux et Forêts
- Immatriculation...
- Contrôle ...

Art. 4 - Tout commerçant éleveur cessant définitivement son activité devra en faire déclaration à l'Ingénieur Départemental des Eaux et Forêts.

Art. 5 - Marquage ...

Le Ministre de l'Agriculture Michel COINTAT

Notons au passage que Monsieur COINTAT fut Inspecteur des Eaux et Forêts en Haute-Marne.

Le fichier d'immatriculation, déposé à la fois à la D.D.A. et à la Fédération Départementale des Chasseurs et comprenant des élevages de toutes les espèces gibier, s'il nous permet de recenser un certain nombre d'élevages et nous fournit une base de départ, n'est pas en ce qui nous concerne, exempt de tout reproche.

Il risque en effet de nous faire commettre un certain nombre d'erreurs par défaut d'une part, car n'y sont obligatoirement inscrits que les élevages à but lucratif (les enclos de chasse ne sont donc pas concernés), ou ceux commercialisant en dehors de la période d'ouverture de la chasse, ce qui, en fait, reste exceptionnel, la demande en viande de sanglier se faisant très forte à la fin de l'automne et surtout au moment des fêtes de fin d'année, époque à laquelle sa chasse est autorisée.

Des erreurs par excès peuvent également être commises, certains chasseurs ayant eu l'occasion de capturer un marcassin et de le conserver (capture interdite par la loi, mais quand une laie a été tuée malencontreusement, abandonnant ainsi à leur sort des marcassins de quelques jours, est-il vraiment souhaitable de les laisser périr de façon presque certaine dans la nature, plutôt que de les

recueillir ?), et ayant entendu parler de déclaration, par excès de zèle, présentent à la D.D.A. (ou à la Fédération des Chasseurs) une demande d'immatriculation et sont alors considérés comme éleveurs ; enfin et surtout, l'article 4 étant le plus souvent non respecté, de nombreux enclos sont vides ou abandonnés sans que la D.D.A. n'en soit informée.

b/ Enquête auprès des Gardes de l'Office National de la Chasse

Devant les lacunes du fichier d'immatriculation, mais en le conservant comme base, il nous est apparu intéressant de contacter individuellement les Gardes de l'O.N.C. pour recenser les enclos présents sur leur secteur, et nous permettre de rayer les noms des personnes ayant abandonné l'élevage. De par la connaissance de leur territoire, ils nous permirent également d'apprécier la superficie des différents élevages, ainsi que l'importance de leur cheptel, nous autorisant une sélection ultérieure.

A partir de ces données, ayant conscience qu'un petit enclos pouvait échapper à notre recensement, mais qu'aucun élevage important ne nous resterait inconnu, nous avons cru pouvoir fixer une barre (à 2 hectares de superficie) au dessus de laquelle nous avons contacté personnellement chaque éleveur (au nombre de seize) et en dessous de laquelle nous nous sommes contentés des renseignements fournis par les gardes, ces parcs ayant le plus souvent une existence des plus éphémère et un intérêt très limité vis à vis de l'élevage.

c/ Essai de classification

Une première catégorie se trouve déjà définie, ce sont les parcs de surface inférieure à 2 hectares.

Parmi ceux de surface supérieure, il nous a semblé nécessaire en fonction des réponses aux questions posées à leur responsable, de différencier les élevages pour la chasse des élevages pour la chair.

Néanmoins, la distinction entre ces deux catégories est délicate, plusieurs enclos étaient, lors de leur création des parcs de chasse, mais durent se reconvertir vers le tir sélectif, impos-

sible, dans les conditions où il est pratiqué à différencier du simple abattage d'animaux d'élevage. La gestion d'un tel élevage entraîne, en effet, la protection absolue des laies reproductrices donc des gros sangliers, n'autorisant que le tir d'animaux de récolte, âgés de dix huit mois environ et pesant aux alentours de cinquante kilos. Or l'émotion ou la légèreté de la détente entraînent de nombreux accidents, c'est à dire l'abattage, ou plus grave, la blessure d'animaux plus gros et donc meilleurs reproducteurs, ayant de plus une venaison de moindre valeur du fait de leur âge.

2° - Questions posées aux responsables des élevages :

La liste qui va suivre fut en fait plus un thème de discussion, qu'elle soit téléphonique ou de vive voix, qu'une série de questions précises auxquelles de nombreux éleveurs n'auraient pas, nous l'avons ressenti, répondu d'aussi bonne grâce.

- Date de création et dans quel but (chasse, chair, agrément ...)
- Surface totale et divisions éventuelles
- Installations (auges, abri ...)
- Nombre de laies reproductrices
- Production annuelle moyenne
- Pathologie rencontrée
 - . stérilité
 - . survie des jeunes
 - . parasitisme (interne et externe)
- Autres problèmes : vol, braconnage, fuites
- Vente des animaux : vif ou mort, localement ou à l'extérieur
 - prix obtenus
- Alimentation : qualité et quantité (approximative)
 - compléments (fer, pierre à sel ...)
- Etat de la forêt et dégradation du milieu.

3° - Importance

Nous dénombrons dix sept parcs de plus de deux hectares contre dix huit recensés de moins de deux hectares. Ne considérant que le cheptel global des premiers cités, nous arrivons au chiffre de 250 laies reproductrices environ ; pour une production moyenne

approchant les 900 individus commercialisables par an ce qui par exemple dépasse le nombre de sangliers tués sur l'ensemble du département pour la saison de chasse 1979-1980 (très mauvaise année il est vrai).

Du point de vue valeur marchande de la venaison, en tablant sur un poids moyen vidé de 45 kg (ce qui correspond à un animal de 60 kg de poids vif), vendu à 24 F le kg, nous obtenons une valeur globale approchant le million de francs, valeur certes négligeable par rapport au produit de l'élevage traditionnel (d'ailleurs fort important) de notre département, mais très loin d'être négligeable comparée aux différents budgets se rapportant à la chasse.

4° - Types d'élevages

a/ Enclos d'élevage pour la chasse :

Précisons tout d'abord que nous entendons par chasse, la chasse en battue dans un enclos de surface suffisante (130 hectares nous semble l'extrême limite inférieure), car le tir sélectif ne peut être différencié d'un moyen de reprise d'animal de chair. Nous n'ignorons pas le tir en battue avec chiens (types fox terrier par exemple) utilisé lui aussi comme moyen de reprise dans des enclos très réduits (quelques dizaines, voir quelques hectares), mais nous éviterons à ce propos de parler de chasse, les éleveurs en sont d'ailleurs les premiers conscients ...

b/ Enclos d'élevage pour la chair

Ce sont eux qui représentent la part la plus importante de l'élevage Haut-Marnais par leur nombre (13 sur 17), et leur production (550 environ sur 900), bien que leur hétérogénéité tant du point de vue surface que productivité rende leur étude plus délicate.

c/ Petits enclos

Seul leur nombre (nous en avons recensés 18) et les problèmes qu'ils peuvent poser, par la difficulté de leur surveillance entre autre, leur donnent une quelconque importance.

B. ELEVAGE POUR LA CHASSE

But de nombreux parcs lors de leur création, cet élevage semble en régression.

1° - Importance - situation :

Nous trouvons quatre enclos de ce type sur l'ensemble du département, dont deux sont en quelque sorte jumelés et appartiennent au même propriétaire. Une surface minimale semble bien indispensable pour ce type de parc, les deux plus petits, avoisinant les 130 hectares (ce sont ces deux là qui sont jumelés) ce qui représente à notre sens un minimum absolu ; les deux autres atteignent et dépassent les 400 hectares ce qui est plus normal pour un animal naturellement erratique.

Le milieu est essentiellement constitué de taillis sous futaie de chêne ou de hêtre avec, selon les parcs, des coupes de régénération constituant des fourrés où le sanglier aime à se remiser en même temps que fournissant un apport herbacé non négligeable.

2° - Installations - investissements

Etant donné la nécessité de conserver un caractère assez sauvage aux animaux, il convient de limiter au maximum leur contact avec l'homme et donc de réduire l'alimentation exogène, ce qui en contre partie conduit à réduire sensiblement la densité animale et, dans la mesure du possible à augmenter la superficie.

Il semble préférable d'apporter la nourriture à même le sol, l'eau étant fournie le plus souvent par une source ou une mare fréquentes en notre région, les installations se trouvent donc réduites à leur minimum.

En fait le gros investissement est la clôture ; il s'agit habituellement d'un grillage soudé type "Rempart" de fil galvanisé d'une hauteur minimale de 1m20, bien qu'il semble préférable de la porter à 1m40, voir même 2m (évite alors le passage des autres animaux et gêne le passage du braconnier ...).

Du point de vue technique, la fixation, les matériaux de soutien et le coût de la clôture sont les mêmes que dans les élevages pour la chair, ils seront donc considérés dans la partie les concernant.

3° - Le cheptel et sa gestion

La densité maximale classiquement retenue pour ce type d'enclos est de un animal pour trois hectares, sur l'ensemble de l'année, ce qui correspond à une densité légèrement plus élevée du mois d'avril (naissances) à l'automne, et légèrement plus faible durant l'hiver (après la chasse).

Dans les parcs considérés, nous atteignons en fait le seuil de un animal pour deux hectares et le dépassons même parfois.

Un gros problème dans ces élevages est d'évaluer de façon suffisamment précise le nombre de reproducteurs présents à la fin de la saison de chasse de sorte que, après reproduction, le cheptel soit suffisant mais non excédentaire. De moyenne, nous pouvons tabler sur un prélèvement de 3 à 4 produits par laie reproductrice présente à la fin de la saison de chasse, avec cependant de très grosses variations, les extrêmes pouvant aller du simple au double selon les années.

D'un point de vue global, près de 350 animaux sont tués sur l'ensemble des 4 enclos, représentant à eux tous 1200 hectares.

Cette productivité assez faible s'explique par une gestion particulièrement difficile de tels enclos, les reproducteurs étant trop nombreux et disposant de trop d'espace pour être identifiés de façon précise, leur sélection (ne serait-ce que le tir des mâles excédentaires) est très délicate ; à cela vient encore s'ajouter le tir, par erreur, des gros animaux qui représentent les meilleurs reproducteurs en puissance.

Cette chasse en aveugle et cette absence de gestion sont à l'origine de la reconversion d'un certain nombre d'élevages de ce type en élevages pour la chair.

4° - Alimentation

Distribuée à même le sol en variant les emplacements pour

éviter l'accoutumance à l'homme et conserver le comportement sauvage du gibier, les apports alimentaires sont à la fois variés quant à leur qualité et variables quantitativement.

Les quantités apportées dépendent en effet de la densité d'animaux, de la richesse du milieu naturel, de l'année considérée (années de fortes glandées ou non), mais aussi de la saison ; elles restent cependant limitées et nous pouvons les évaluer à 0,5 kg d'aliment sec par animal et par jour sur l'ensemble de l'année. Une partie non négligeable peut-être apportée par des cultures à gibiers au sein de l'enclos, laissées en libre accès permanent, ou mieux, au seul moment opportun.

La base de la nourriture est constituée de céréales diverses orge et maïs principalement, en limitant néanmoins ce dernier afin d'éviter un engraissement trop important ; complétée selon les opportunités par des pommes de terre, des pommes ou même des déchets de restaurant. Un apport au printemps de granulés accessibles aux marcssins semble hautement recommandé ; un apport régulier de sulfate de fer est fort apprécié.

5° - Débouchés

En ce qui concerne la chasse, il ne se pose pas de gros problèmes, le nombre de candidats chasseurs voulant "tirer du cochon" étant nettement supérieur à l'offre, même si les prix à la journée sont assez élevés ; il faut cependant, pour que la chasse soit intéressante, que l'enclos soit suffisamment vaste de façon à oublier ... que l'on chasse en enclos.

Le commerce de la viande de sanglier ne pose pas non plus de gros problèmes, la chair étant soit vendue sur place soit à des commerçants locaux au cours habituel (20 à 24 F le kilo).

6° - Problèmes rencontrés

Un certain nombre de problèmes sont très difficiles à cerner, l'identification des animaux et en particulier des laies reproductrices étant impossible.

Dans ces conditions, tout ce qui se rapporte à la reproduction

est pratiquement impossible à maîtriser dans d'aussi vastes enclos ; la stérilité n'y est pas connue, probablement plus par méconnaissance du problème que par son absence.

La mortalité des jeunes, en revanche, représente le problème majeur, les pertes pouvant atteindre 60 % les plus mauvaises années, alors qu'elles sont limitées à 10 % au plus les années sèches. Cette forte mortalité est rapportée en majeure partie à la toux des marcassins, due selon les quelques autopsies pratiquées aux strongyloses pulmonaires, un bon remède consistant à supplémenter de temps à autre en vermifuge l'aliment destiné aux marcassins.

Vol et braconnage sont peu importants parce qu'assez difficiles dans de tels enclos, les animaux restant suffisamment farouches et la distance de fuite suffisante. Il n'en va pas de même pour les blessures par balle consécutives au tir de chasse qui représentent une perte sèche non négligeable (approchant les 10 % selon les estimations). C'est pourquoi la recherche de tout animal blessé doit être consciencieuse, avec autant que possible l'assistance d'un chien de sang, en n'oubliant pas cependant qu'il travaillera dans des conditions délicates, la densité de gibier étant plus forte qu'en milieu naturel.

N'oublions pas enfin l'influence négative d'une population importante de sangliers sur la gestion sylvicole. Même si macroscopiquement cet effet est peu visible, l'implantation dans le Parc d'Auberive d'enclos témoins inaccessibles aux sangliers montre de manière indiscutable, selon les sylviculteurs, l'effet destructeur des sangliers sur la régénération du hêtre, ce qui peut compromettre, à terme, la pérennité de la forêt. A noter en revanche, et contrairement à l'idée reçue, la compatibilité d'une forte densité de sangliers et de chevreuils.

C. ELEVAGE POUR LA CHAIR

Passe temps ou mise en valeur d'une surface boisée peu productive, les élevages de sangliers pour la chair, bien qu'assez hétérogènes dans notre département, n'en ont pas moins une certaine importance tant par la surface qui leur est consacrée, que par leur nombre.

1° - Mise en place des élevages

1-1) Création et répartition

a/ Motivations

Les motivations à l'origine de la création de tels élevages peuvent être de trois ordres, plus ou moins imbriqués : économiques, chasse et agrément.

Les motivations économiques se sont manifestées le plus souvent chez des agriculteurs propriétaires de bois (plants de peupliers ou futaie) se trouvant être un capital mort durant un temps assez long (trente ans pour les peupliers, bien davantage pour la futaie) et voyant dans cet élevage un moyen de mise en valeur non négligeable.

La chasse fut directement ou indirectement à l'origine de la création d'un certain nombre de parcs ; directement pour ceux, les plus vastes, créés pour la chasse et qui se sont reconvertis ultérieurement à la suite de divers déboires, mais aussi indirectement pour ceux créés en plein milieu d'un lot de chasse, espérant ainsi attirer des sangliers sauvages à proximité, voir même leur substituer des sangliers d'élevage échappés à l'occasion d'un "accident" de clôture.

Le coté agrément et plaisir d'entretenir un animal gibier (particulièrement recherché en tant que tel) est également à prendre en compte.

Citons enfin l'enclos créé par une ville ayant des visées touristiques.

Dans les trois derniers cas, la vente d'animaux de chair est le moyen d'amortir les investissements consentis et non le but primaire.

b/ Dates de création :

Ces dates s'étalent de 1967 à 1979 ; en divisant cette période en tranches de trois années, cela nous donne :

1967 à 1969	création de 3 élevages
1970 à 1972	6
1973 à 1975	2
1976 à 1979	2

Précisons tout d'abord que nous n'avons pris en compte que les enclos existant à l'heure actuelle et passé sous silence ceux créés puis abandonnés avant 1980. La grosse majorité des élevages fut donc abandonnés avant 1980. La grosse majorité des élevages fut donc créée dans les années 68-72 ceci étant encore conforté par le constat qu'aucun élevage important tant du point de vue superficie que production ne fut mis en place depuis 1973.

L'explication nous en semble simple, il y eut d'une part à cette époque une mode des parcs à sangliers et d'autre part le coût de la clôture (de loin le plus gros investissement) n'était pas prohibitif, donc rapidement amortissable.

c/ Répartition géographique (Carte n° 6)

L'étude de cette répartition met en évidence une concentration des élevages nettement plus forte sur la rive gauche de la Marne et de son prolongement la N. 74 (Langres-Dijon) ; alors que cette rivière coupe du Nord au Sud le département en deux parties comparables, nous dénombrons 10 enclos à l'ouest de cette ligne, contre 3 à l'est ; à noter de plus que les parcs de chasse se situent eux aussi dans cette partie ouest. Au sein même de cette partie ouest, la région de Cirey sur Blaise, pour une superficie de l'ordre de 1/10 de celle du département, regroupe près de la moitié des parcs de plus de 2 hectares.

Le massif de Cirey étant assez riche en sangliers et surtout en cerfs, il est logique que s'implantent des enclos dans une zone naturellement favorable au grand gibier ; mais n'oublions pas la présence depuis de nombreuses années du parc de Cirey sur Blaise qui a probablement servi d'exemple.

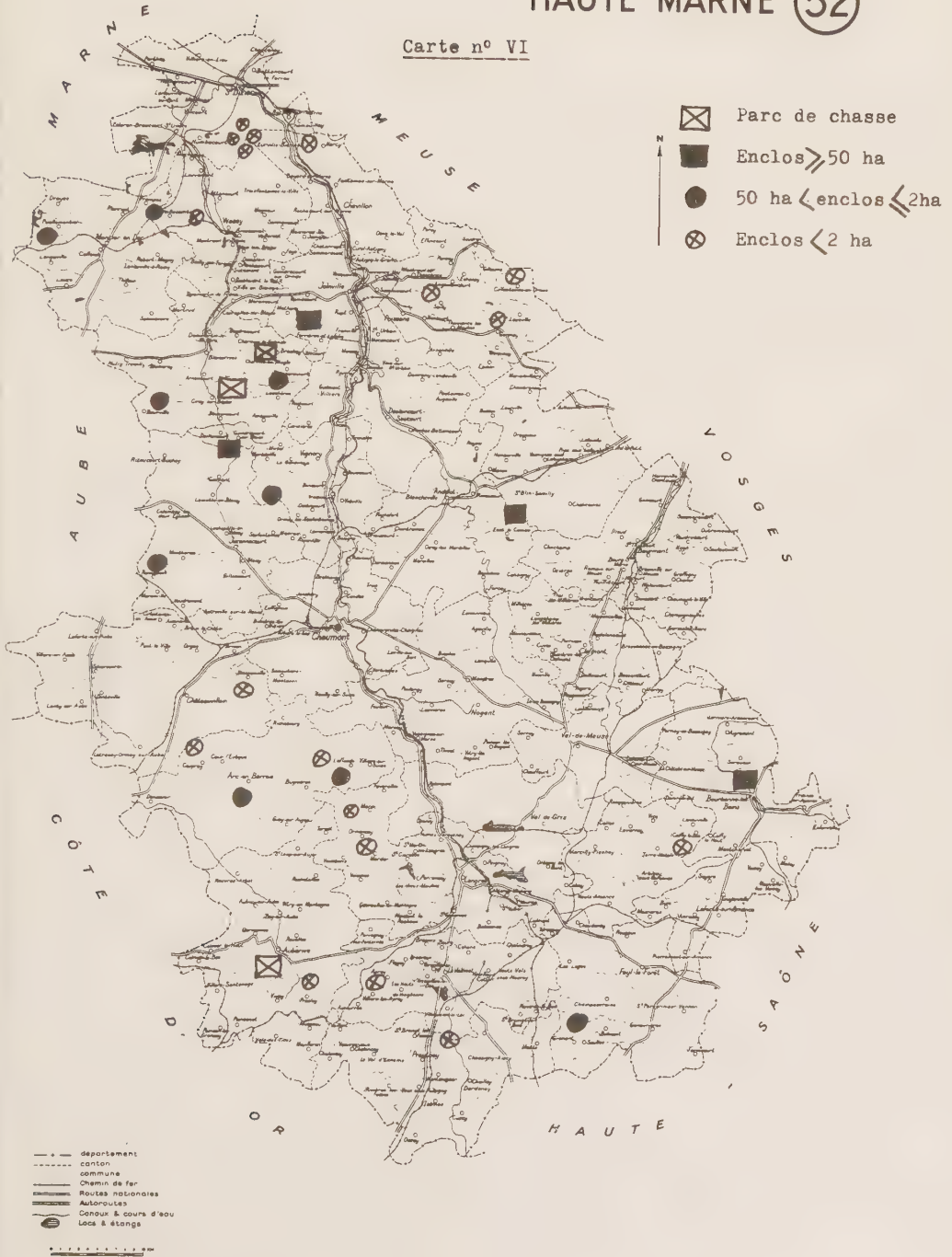
Les débouchés pour la viande de sanglier, vu les facilités de transport et le commerce le plus souvent local, ne semblent pas avoir joué un rôle important dans cette répartition géographique.

1-2) Superficie

Nous dénombrons 13 enclos allant de 4,5 hectares à 150 hectares dont 10 ont une surface inférieure ou égale à 50 hectares, se répartissant ainsi :

HAUTE-MARNE (52)

Carte n° VI



de 2 à 5 ha	de 5 à 10 ha	de 10 à 30	de 30 à 50
1 enclos	4	2	3
de 50 à 100			plus de 100 ha
2			1

Remarquons le nombre élevé de clos inférieurs à 10 ha, correspondant à un investissement réduit, mais aussi à des possibilités limitées, un second pic vers 30-40 ha correspondant à des possibilités d'élevage beaucoup plus importantes avec cependant un investissement encore acceptable. A noter que les parcs de plus de 50 ha (à l'exception d'un seul ayant des visées touristiques), ont été créés pour la chasse et ne se sont reconvertis à l'élevage de chair qu'ultérieurement, et encore ne l'ont-ils pas fait de façon intensive.

1-3) Infrastructures :

La part de loin la plus importante des investissements est représentée par la clôture. Elle se compose d'un grillage soudé de 1,20 ou 1,40 m de haut fixé tous les 10 m environ soit sur des cornières de fer, soit sur des poteaux de chêne ou de béton armé soit encore sur des piquets d'acacia, voir tout simplement sur des baliveaux. De plus elle est généralement fichée en terre tous les trois à cinq mètres par des fiches métalliques de façon à éviter le soulèvement du grillage par le groin particulièrement puissant des sangliers. Pour éviter le fouissement à proximité immédiate de la clôture, la pose au niveau du sol d'un fil de fer barbelé intérieur peut se révéler très utile. Le coût d'une telle clôture, très variable selon les matériaux employés (piquets) et la main-d'oeuvre disponible, pouvait être évaluée dans les années 70-75 à 12 F le mètre, amortissable sur 10 ans ; une telle clôture reste efficace, moyennant un minimum d'entretien, pendant 20 à 30 ans.

La confection d'abris à sol paillé est assez répandue et appréciée particulièrement par temps de pluie et lors de la mise-bas. Ils peuvent être constitués, selon les cas, de carcasse de fourgonnette, de ridelle de semi-remorque dont trois côtés sont fermés par des tôles, d'assemblages de matériaux de récupération, ou plus simplement (et plus esthétiquement) d'hémi-cylindres de tôles cintrées.

Des auges en bois ou en ciment complètent ces installations ; disposées le plus souvent à même le sol, ou mieux sur une aire cimentée évitant la formation de bourbiers si caractéristiques des endroits trop fréquentés par les sangliers, elles permettent de limiter le gaspillage.

L'un des élevages est doté, autour de l'aire cimentée d'alimentation, d'un demi hectare clos muni d'un système de trappes et de portes et d'un triangle de reprise permettant la capture facile de tout individu devant, par exemple, bénéficier de quelques soins.

2° - Le cheptel

2-1) Les reproducteurs

a/ Provenance

Elle est différente selon le sexe.

Les premiers animaux lâchés lors de la création d'un élevage proviennent soit d'un autre élevage soit de marcassins capturés dans la nature et élevés (ce qui est interdit donc souvent inavoué).

Le renouvellement des femelles se fait au sein même de l'élevage, le producteur conservant en général ses laies le plus longtemps possible et élevant quelques jeunes laies tous les ans ; ces dernières sont sélectionnées en fonction de leur morphologie mais aussi, dans certains élevages, de leur ascendance, en ce sens que l'on garde en priorité les jeunes femelles issues de portée nombreuse et de bonne mère. Notons que l'introduction d'une femelle étrangère à l'élevage et en particulier d'une laie issue de souche sauvage n'est absolument pas recherchée, cette dernière, rejetée par le groupe va périr et même parfois périr, il semblerait préférable, en ces circonstances, d'introduire un groupe d'animaux plutôt qu'un individu isolé.

Les mâles sont pour partie produits de l'élevage, ce qui à terme peut exposer à la consanguinité, et pour partie échangés avec d'autres élevages, parfois même achetés. L'introduction d'un mâle sauvage (ou repris marcassin) peut être intéressante et recherchée, le problème du groupe ne se posant plus du tout dans les mêmes conditions.

b/ Nombre de laies

Sur l'ensemble des 13 élevages considérés, représentant une superficie globale de 540 hectares, nous dénombrons près de 120 laies, soit une densité moyenne de l'ordre de 1 laie/4,6 ha avec cependant des extrêmes de 1/10 ha (mais sur un vaste enclos, plutôt tourné vers l'agrément) à 1/1,4 ha (sur un petit enclos), ceci allant dans le sens général à savoir que la densité varie en sens inverse de la surface.

c/ Reproduction

Chez le sanglier sauvage, le rut se situe de novembre à janvier, les naissances surviennent donc de mars à mai, bien que l'on signale la présence de marcassins un petit peu à toute saison. Nous retrouvons dans les élevages des conditions similaires et en particulier le mois d'avril correspond à un pic de naissances très important. Une seconde portée survient dans certains élevages (densité modérée) et certaines années (suivant une forte glandée), bien que une portée par laie et par an reste la règle (n'oublions pas que 3 portées en 2 ans est l'objectif des élevages intensifs). De plus deux considérations ne poussent pas les éleveurs à rechercher la deuxième portée annuelle : d'une part la période de commercialisation restreinte de la chair conduisant à nourrir une année de plus des animaux trop jeunes pour être abattus aux fêtes de fin d'années ; d'autre part la perte en jeunes beaucoup plus importante sur les portées tardives ou trop précoces.

d/ Causes de réforme

La stérilité est peu importante, mais aussi, il faut le reconnaître parfois difficile à détecter si le nombre de laies est élevé et l'identification impossible ; il semble qu'elle soit très nettement influencée par la nourriture et en particulier l'excès de maïs grain a la réputation de l'augmenter nettement ce qui s'explique volontiers par son excès en énergie d'où engraissement intempestif nuisant à la fertilité.

La méchanceté de certaines femelles, tuant d'un coup de boutoir les marcassins d'autres laies, principalement lors des repas, peut être à l'origine de pertes non négligeables et devenir une

cause de réforme dans certains élevages. Nous différencions cette méchanceté du cannibalisme de la laie tuant et mangeant ses produits, lié à une carence protéique.

Dans l'ensemble le renouvellement du cheptel reproducteur n'excède pas 20 % et même, la plupart du temps, 15 %, ce qui est souhaitable compte tenu de la faible prolificité des laies primipares.

2-2) Les produits

La production globale moyenne atteint 550 produits pour les 13 élevages considérés et près de 900 si on y ajoute les parcs de chasse, avec cependant d'importantes variations selon les années.

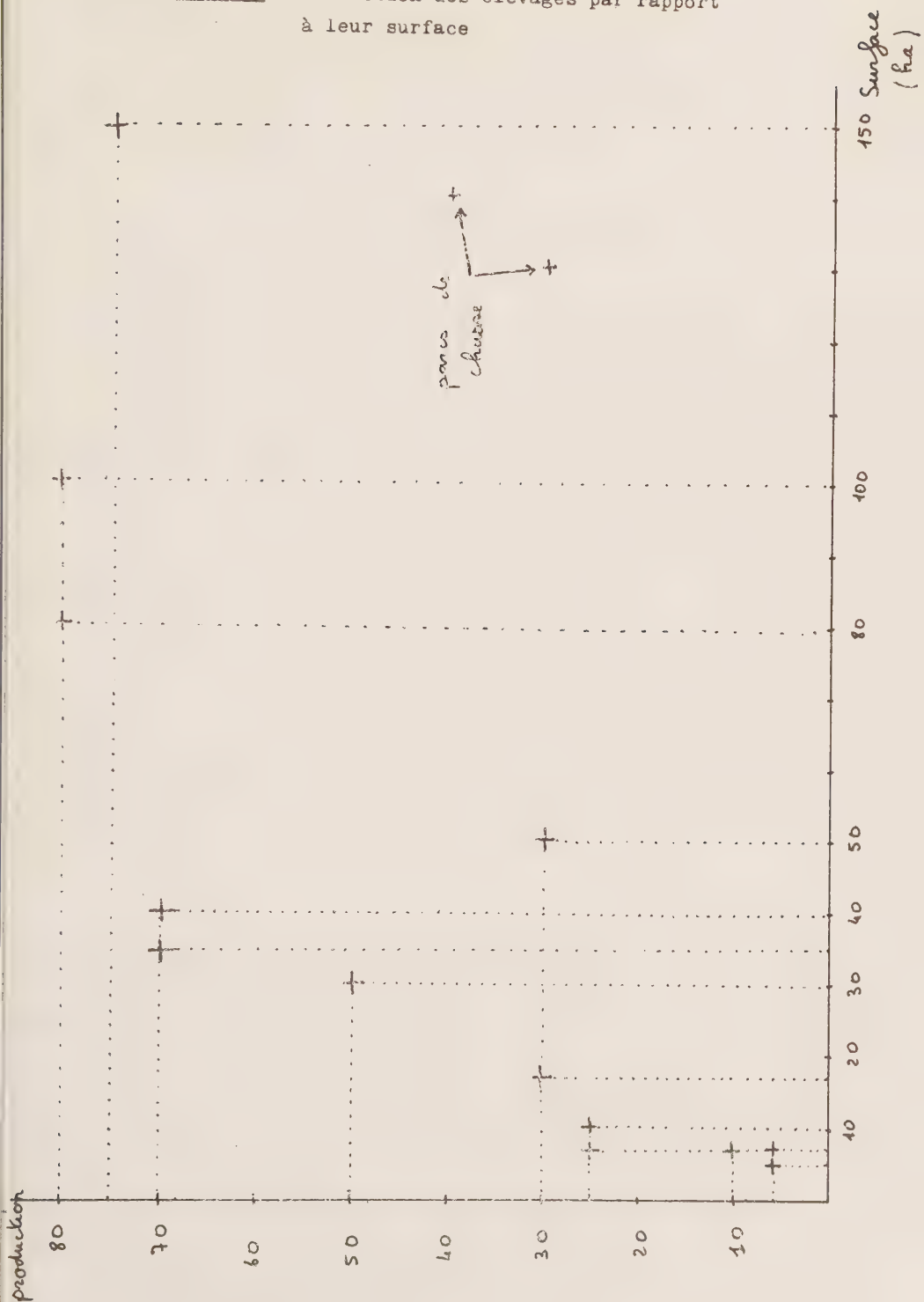
a/ Productivité et prolificité

La productivité à l'hectare clos nous semble intéressante à étudier ; elle est de 1,1 produit / ha de moyenne pour l'ensemble des 13 élevages, mais en entrant dans les détails du graphique n° 7, nous nous apercevons qu'elle est voisine de 2 produits / ha et constante pour les enclos de 10 à 40 hectares, puis décline très nettement.

Si nous rapprochons de ces chiffres la longueur de clôture nécessaire pour clore de telles surfaces, supposant les enclos carrés, il apparaît que pour clore 10 hectares, 1 km 265 de clôture sont nécessaires alors que 40 hectares nécessitent 2 km 530, c'est à dire que lorsque la longueur, donc le coût de la clôture, est multiplié par deux, la surface (donc, d'après ce que nous venons de voir la production) est multipliée par quatre, c'est dire que l'amortissement de la dite clôture sera deux fois plus rapide ; les parcs de 30 à 40 hectares sont donc les plus intéressants, ceux de superficie supérieure marquant une très nette baisse de productivité.

La prolificité, légèrement supérieure à cinq produits par laie productrice, si elle semble forte, doit être modulée par deux facteurs : tout d'abord, dans le décompte du nombre de laies reproductrices, nous n'avons pas compté les jeunes laies n'ayant encore jamais mis bas et qui vont le faire pourtant en cours d'année ;

Graphique n° 7 : Production des élevages par rapport
à leur surface



de plus il s'agit de cinq produits par laie et par an, incluant les quelques secondes portées annuelles. Insistons au passage sur la faible prolificité des primipares, la prolificité étant grossièrement proportionnelle au poids de la laie.

b/ Mortalité des jeunes

C'est un facteur limitant et souvent le plus gros problème des élevages de sangliers.

Les pertes sont extrêmement variables selon la date de naissance des marcassins et les conditions météorologiques. Des naissances tardives (Novembre-Décembre) ou trop précoces (Février) conduisent inéluctablement à de très grosses pertes, pouvant atteindre 100 %, principalement si l'hiver est froid et surtout humide. De même, pour les marcassins nés à la période habituelle (Avril), un printemps très humide provoque des pertes importantes ; de façon générale l'humidité est beaucoup plus nuisible que le froid, même vif et prolongé.

De moyenne, en année normale, les pertes vont de 10 à 15 %, mais peuvent atteindre 60 % les mauvaises années dans certains élevages.

Notons au passage que la mortinatalité et la mortalité précoce (les 3 premiers jours de vie) sont pratiquement impossible à détecter et non prises en compte (les cadavres sont le plus souvent mangés par la laie, ou ses congénères).

c/ Type de production

Nous distinguerons une production classique d'une occasionnelle.

La production classique concerne des animaux de 18 à 20 mois pesant vif aux alentours de 60 kg ce qui correspond à un poids vidé de 45 à 50 kg, s'y ajoutent quelques laies de réforme et surtout, dans certains élevages, quelques bêtes rousses particulièrement bien venantes (d'un poids nettement moindre). La commercialisation a lieu à la fin de l'année et surtout au moment des fêtes, la demande n'étant importante et donc les cours n'augmentant qu'à cette seule époque ; l'abattage a donc lieu de mi-Novembre à mi-Janvier.

La production que nous appellerons occasionnelle concerne des bêtes rousses (de 6 mois à un an) qui sont le plus souvent vendues

vivantes, par exemple comme lot d'un concours de ball-trap ou de quilles, ou parfois abattues pour une noce ou un banquet.

Tous ces animaux sont vendus au poids, le prix au kilo variant de 20 F à 26 F suivant l'époque, le débouché et l'acheteur éventuel ; ce prix au kilo est le même que l'animal soit vendu mort et vidé ou vif, les 20 % de viscères étant payés au même prix que la viande et un petit supplément pour la reprise étant souvent demandé.

La vente peut avoir lieu sur place à des particuliers après découpage (comme c'est souvent le cas pour les parcs de chasse), ou le plus souvent par animal entier à des bouchers voisins ou des commerçants spécialisés. Certains éleveurs procèdent différemment et vont livrer plusieurs carcasses d'un coup à un supermarché ou directement aux halles de Kungis. Le prix pratiqué semble d'ailleurs peu différent quel que soit le lieu de commercialisation.

Signalons au passage que plusieurs éleveurs ont remarqué parmi les produits un léger excès de mâles par rapport aux femelles sans que nous ayons d'explication à leur fournir.

3° - Alimentation

Elle se compose des aliments naturels trouvés par les animaux eux mêmes au sein de l'enclos et de son complément apporté par l'éleveur.

3-1) Aliments naturels

a/ Herbe

Longtemps négligé, cet aliment est parfois consommé avidement par le sanglier, il la broute alors littéralement et c'est la raison pour laquelle certaines cultures à gibier ont été abandonnées au profit de prairies. L'apport d'herbe, bien que difficile à évaluer peut être très important si le milieu est assez ouvert à la pénétration des rayons solaires, et nous pensons là aux plants de peupliers entretenus en prairie. Il semble cependant que cette flore herbacée ne soit pas l'aliment le plus appétent et qu'elle soit principalement consommée en période de faibles ressources alimentaires, constituant ainsi une sorte de volant de sécurité de nourriture.

b/ Fruits et graines de la forêt

Les deux principaux et les plus connus sont les glands et les faines dont les sangliers sont particulièrement friands. Leur production est extrêmement variable selon les années, mais les années de forte glandée (ou fainée), les animaux peuvent rester plusieurs semaines, parfois même deux mois à ne consommer pratiquement que ces végétaux et à ne pas toucher à la nourriture apportée ; la saison suivante étant généralement caractérisée par une excellente reproduction, avec en particulier une augmentation du nombre de secondes portées.

Certains éleveurs nous ont signalé que les sangliers consommaient, à certaines époques, des quantités non négligeables de graines de charme après les avoir décortiquées, cela peut présenter une importance, le charme étant particulièrement abondant dans les taillis de nos forêts.

Quelques cornouillers et pommiers sauvages fournissent également des fruits appréciés, mais cela reste anecdotique.

c/ Proies animales

Elles se composent essentiellement de vers de terre et de larves d'insectes, le tout récupéré lors du fouissage qui est beaucoup plus important au printemps. Ces proies, fort appréciées des sangliers, représentent un apport protéique intéressant.

3-2) Aliments apportés

a/ Distribution

Elle est, selon les élevages, quotidienne à bi-hebdomadaire, cela variant selon le ou les aliments apportés et la densité animale, selon aussi il faut bien le dire, le temps que l'éleveur peut consacrer à son parc. La distribution peut se faire en auge ou à même le sol, là aussi selon les installations et l'aliment en cause (on aura par exemple plutôt intérêt à distribuer des betteraves ou des pommes de terre à même le sol, alors qu'une farine ne pourra être mise qu'en auge).

Tout mélange non parfaitement homogène est à proscrire, les animaux triant les parties les plus appétentes et gaspillant le reste.

b/ Les aliments

Le maïs grain est facile à distribuer, considéré un certain temps, vu son appétence, comme l'aliment principal et parfois même exclusif du sanglier d'élevage, il présente cependant l'inconvénient d'être riche en énergie mais carencé en protéines et particulièrement en certains acides aminés (tryptophane) ce qui lui donne tendance à engraisser les animaux ; ce problème déjà gênant pour les animaux de chair (sur lesquels un excès de graisse n'est pas recherché), a des effets catastrophiques sur la fertilité des laies reproductrices. Il reste cependant l'élément de base de la plupart des rations, mais en lui adjoignant d'autres aliments.

Le maïs en vert est bien consommé mais pendant une période brève (développement suffisant mais maturité non excessive). Remarquons que l'ensilage de maïs, d'après l'essai d'un éleveur, est gaspillé à 95 %, les animaux ne recherchant que les grains.

Les céréales et l'orge en particulier représentent une part importante de la nourriture fournie, soit généralement un tiers, de l'alimentation apportée. De conservation facile, c'est un aliment intéressant bien que lui aussi carencé en protéines.

Les légumes et les fruits représentent une grosse part de l'alimentation de certains élevages, principalement lorsque l'éleveur entretient des rapports étroits avec un transporteur, ou est transporteur lui même ; il peut alors profiter d'opportunités et récupérer pour l'alimentation animale des marchandises retirées du marché lors d'excédents, de façon à éviter un effondrement des cours. C'est ainsi que l'on voit des sangliers se nourrir de pommes de terre et même de pommes golden. D'autres tubercules tels navets et betteraves peuvent également être présentés aux animaux selon les opportunités.

De même le sanglier, comme le porc, peut valoriser un certain nombre de déchets tels les restes de cantines ou les balayures de silos, le tout étant mis à la disposition des animaux dans le parc où ils se chargent d'en faire le tri.

Ce rôle de "sanglier poubelle" est même parfois poussé plus loin lorsqu'on lui donne des cadavres de volailles, voir de moutons dont paraît-il il ne reste plus rien au bout de quelques jours ... tout ceci étant loin d'être recommandable du point de vue sanitaire même si l'apport en protéines est réel.

Ajoutons à cette liste déjà longue la possibilité d'avoir recours à un aliment complet pour sanglier fabriqué par un industriel Haut-Marnais et employé à 30 % de la ration dans quelques élevages.

La ration de base se situe autour de 1 kilo de matière sèche par animal et par jour, ceci étant une moyenne sur l'année et sur l'ensemble des élevages ; toute mesure précise est impossible, l'alimentation restant, il faut bien le dire plus du domaine de l'empirisme que du rationnel.

c/ Compléments

Un apport complémentaire de farine de viande aux laies reproductrices, par sa concentration protéique, est très favorable vis à vis de la reproduction.

De même la plupart des éleveurs mettent à la disposition des marcassins, dans de petites augettes protégées des adultes par un système de grille ou de chatière, de l'aliment spécial marcassin (ou porcelet) présenté généralement sous forme de granulés.

Un complément minéral (pour ovins par exemple) est rarement administré.

Il n'en va pas de même pour le sulfate de fer dont les animaux sont friands ; disposé en tas ou répandu aux places de nourrissage ou sur les allées, il joint à un certain effet désinfectant, un apport en fer important pour lequel les besoins du marcassin sont supérieurs à ceux du porcelet (chez qui en on connaît pourtant l'importance). En plus de son ingestion lorsqu'ils viennent fouir aux endroits où ce produit a été déposé, les sangliers aiment à venir s'y rouler.

Les pierres à lécher présentent un attrait très variable selon les élevages, dans certains enclos ils n'y touchent absolument pas alors que dans d'autres, la consommation est fort importante. Il semble que, comme cela a été remarqué pour le chevreuil en enclos ou en milieu naturel, il existe un apprentissage de l'individu qui se transmet ensuite au groupe, puis de génération en génération et cet apprentissage se fait ou ne se fait pas suivant les groupes d'animaux.

4° - Problèmes rencontrés

Ils sont de trois ordres : pathologiques, ceux que nous appellerons de gardiennage et enfin les rapports avec le milieu.

4-1) Pathologie rencontrée

a/ Pathologie de la reproduction

La stérilité, certes difficile à détecter si le nombre de laies reproductrices est important (supérieur à 10), ne pose de problèmes que dans de rares élevages où d'ailleurs l'alimentation ou plus exactement son excès et son déséquilibre sont en cause. Les mères mauvaises nourrices et surtout les laies dangereuses avec les autres marcassins que les leurs causent des soucis au moins aussi importants que la stérilité.

Cependant, le taux de réforme de reproductrices reste globalement inférieur à 20 %, ce qui est favorable, compte tenu de la faible prolificité des jeunes laies primipares.

b/ Parasitisme

* parasitisme externe :

Une seule maladie parasitaire externe a une importance tangible : il s'agit de la gale sarcoptique du sanglier à *Sarcoptes scabiei*, var. suis.

Cette affection cutanée dont la transmission se fait par contact direct ou indirect (frottoirs) se manifeste principalement en hiver et régresse souvent spontanément à la belle saison. Les signes cutanés (dépilation et apparition de croûtes) commencent à la tête et au cou puis s'étendent aux membres et au reste du corps. Le prurit intense provoque un amaigrissement progressif des animaux. Le caractère contagieux ainsi que la fréquence de l'infection latente ne se révélant que sous l'influence de facteurs débilissants (surpeuplement, déséquilibre alimentaire) rendent cette affection redoutable. Cette maladie a été rencontrée dans trois élevages différents de notre département ; non traitée dans l'un d'eux, elle a régressé spontanément à la belle saison pour ne plus poser de problèmes par la suite. Un second élevage a augmenté légèrement

le niveau alimentaire et surtout le niveau protéique et la situation s'est nettement améliorée; bien que quelques animaux présentent du prurit de temps à autre mais sans symptômes graves. Un dernier élevage enfin a pris les grands moyens, disposant d'un enclos de nourrissage et à l'intérieur de cet enclos d'un triangle de capture, les animaux ont été traités par pulvérisation d'organophosphorés ; le résultat semble en être bon.

Notons au passage qu'il serait possible de traiter des animaux en semi liberté, en versant une solution insecticide dans une mare en forêt, les animaux se traitant d'eux même en venant s'y vautrer, cette méthode semble cependant devoir n'être employée qu'avec circonspection, la toxicité du produit par ingestion n'étant pas négligeable.

* parasitisme interne :

Nous pouvons en dégager deux entités cliniques présentant seules un intérêt pratique : la bronchite vermineuse et le parasitisme gastro-intestinal.

- La bronchite vermineuse ou strongylose respiratoire constitue à elle seule le problème majeur de l'élevage du sanglier sous toutes ses formes.

Comme chez le porc, deux parasites de la famille des Métastrongylidés : Métastrongylus elongatus et Chaeroststrongylus pudendotectus sont en cause. Les vers adultes sont mucophages et vivent dans les bronches et les bronchioles des suidés ; ils y pondent leurs oeufs qui, entraînés avec le mucus remontent jusqu'au pharynx où ils sont déglutis puis éliminés dans le milieu extérieur avec les matières fécales. Ils peuvent alors être ingérés par les vers de terre, chez qui l'évolution larvaire reprend son cours et chez qui ils peuvent persister jusque trois ans. Le sanglier s'infeste en mangeant les vers de terre qui jouent le rôle d'hôte intermédiaire obligatoire et par là de concentrateur de larves en même temps que de forme de résistance.

La maladie, frappant presque exclusivement les marcassins, se traduit par une toux rauque, quinteuse, et se déclenchant au moindre effort, s'accompagnant de dyspnée dans les cas graves et d'un amaigrissement très net. Un jetage muqueux devenant mucopurulent, signe de complication bactérienne, accompagne le tableau

morbide. L'autopsie et particulièrement l'ouverture des bronches, permet de mettre en évidence les parasites.

La lutte contre cette maladie repose d'une part sur le traitement des malades et d'autre part sur l'administration systématique d'un vermifuge.

- Le parasitisme gastro-intestinal :

De nombreuses espèces sont en cause dans ce syndrome.

Dans l'estomac, le parasite le plus répandu est un Trichostrongylidé : *Hyostromylus rubidus* petit ver de quelques millimètres de longueur hématophage et rouge à l'état frais. On peut également y rencontrer plusieurs genres de Spiruridés, vers de 1 à 3 cm de long, gris à rosé, vivant à la surface ou enfoncés dans la muqueuse. Ces derniers nécessitent, pour leur cycle, le passage chez un hôte intermédiaire : Coléoptère ou Crustacé.

L'intestin grêle est le site d'élection d'un Ascaridé *Ascaris suum*, ver rond, blanchâtre, d'une vingtaine de centimètres de long. On peut également y trouver un Khabditidé : *Strongyloides ransoni* petit ver filiforme de 2 à 3 millimètres de longueur dont les adultes vivent dans la lumière du duodénum et du jéjunum, alors que les larves, après avoir pénétré par voie transcutanée, creusent des galeries dans la muqueuse intestinale. A noter que chez ces vers, un cycle parthénogénétique est possible.

Toujours dans l'intestin grêle, vit un Acanthocéphale : *Macracanthorhynchus hirudinaceus* de 10 à 40 cm de long, fixé à la muqueuse intestinale et dont le cycle évolutif fait appel au ver blanc, larve du hanneton.

Le coecum héberge un Trichuridé : *Trichuris suis*, mesurant quelques centimètres de long, reconnaissable à sa partie antérieure effilée.

Dans le côlon enfin on peut trouver un Oesophagostominé : *Oesophagostomum dentatum* qui, adulte, mesure 10 à 15 millimètres, mais dont seules les larves sont pathogènes, enchassées dans la paroi de l'intestin, elles donnent des lésions caractéristiques en grains de plomb.

Les symptômes de ce parasitisme sont loin d'être pathognomoniques on observe un amaigrissement et une baisse de l'état général ceci s'expliquant par l'action spoliatrice des parasites, mais aussi

par une perturbation du métabolisme de l'hôte ; des épisodes diarrhéiques et du rachitisme peuvent également être signalés.

La non-spécificité de ces signes provoque, nous le pensons un certain nombre d'erreurs par défaut de diagnostic : alors que les signes respiratoires de bronchite vermineuse sont spectaculaires et bien remarqués par l'éleveur, une diarrhée de marcassin et un amaigrissement progressif, beaucoup moins évidents, sont plus difficilement discernés.

- Lutte contre le parasitisme interne :

La méthode la plus répandue et employée par tous les élevages ayant eu des problèmes parasitaires (soit plus des deux tiers) consiste à administrer en mélange à la nourriture, un vermifuge polyvalent détruisant à la fois les Nématodes gastro-intestinaux et pulmonaires. La fréquence d'administration varie de deux fois par an à une fois tous les deux mois.

c/ Maladies infectieuses :

Elles apparaissent comme peu importantes dans les élevages du département.

- Les maladies respiratoires ressemblent plus à des complications bactériennes de bronchite vermineuse qu'à une entité clinique propre (type pasteurellose).
- Les diarrhées de marcassins ne nous ont pas été signalées peut être tout simplement par manque de surveillance suffisamment attentive.
- Les maladies à étiologie virale n'ont jamais été rencontrées, à l'exception d'une suspicion de rage de la part d'un éleveur sur une de ses laies, suspicion non confirmée, l'éleveur ayant simplement enterré le cadavre sans aucune analyse (nous émettons quelques réserves à ce propos, le sanglier comme le porc étant un animal peu sensible à cette maladie, protégé qu'il est des morsures par sa peau épaisse).

d/ Blessures :

Cette pathologie n'existe que dans les seuls élevages où les animaux sont tués en battue, le tir d'animaux pendant les repas se faisant sur cible immobile et donc à coup sûr. Dans ces élevages,



les pertes par blessures atteignent de 7 à 10 %, compte non tenu des blessures bénignes qui guériront, mais occasionneront la saisie du morceau concerné.

4-2) Problèmes de gardiennage :

a/ Fuites :

Elles sont très rares, d'une part la clôture a été réalisée pour les éviter (fil de fer barbelé intérieur), et d'autre part les animaux cherchent très peu à sortir. Il est même arrivé à un éleveur ayant eu son grillage coupé et dont les animaux s'étaient échappés dans la plaine voisine, de les rentrer avec l'aide de quelques personnes, tel un troupeau de moutons ... (ce qui est illégal).

Il est en revanche fréquemment signalé les tentatives de rentrée de sangliers sauvages (parfois couronnées de succès) principalement au moment du rut.

b/ Braconnage :

Extrêmement variable selon les élevages, ce problème qui du point de vue juridique est un vol, peut atteindre 10 % de la production dans certains enclos (tir à la 22 Long Rifle de bêtes rousses, faciles à transporter, le long du grillage) alors que d'autres enclos n'ont pas à en pâtir.

c/ Vandalisme :

Il s'agit essentiellement de coupures de grillage : pratiquement tous les enclos en ont connues une ou deux sur leurs quelques années d'existence. En général mises sur le compte de la jalousie, leurs auteurs présumés sont souvent les chasseurs voisins bien que rares soient les responsables identifiés.

Les problèmes de gardiennage, s'ils ne représentent pas des pertes très importantes, n'en sont cependant pas négligeables par les réparations qu'ils entraînent, mais surtout par la surveillance constante que leur prévention nécessite.



4-3) Compatibilité avec le milieu :

Les rapports du sanglier avec le milieu et les dégradations qu'il lui occasionne sont différents selon les milieux considérés.

a/ Plants de peupliers :

Il ne s'y pose pas de problèmes : le sanglier ne ronge pas l'écorce et ne s'y frotte pas, de plus la régénération des peupliers se fait par plantation, or ces plants sont d'une hauteur telle qu'ils sont hors d'atteinte des animaux. Par la suite, on a intérêt à conserver un milieu ouvert favorable à la flore herbacée, source de nourriture non négligeable du sanglier.

b/ Futaie et taillis sous futaie :

On y remarque peu de dégradations apparentes, en dehors des chemins et des zones d'alimentation, si l'enclos est suffisamment vaste. Cependant par comparaison avec les milieux voisins protégés des sangliers, on met en évidence une très nette diminution de la flore herbacée et de l'étage inférieur de végétation ce qui, à terme, a un effet très défavorable sur la régénération.

Mais inversement la futaie de chêne ou de hêtre apporte certaines années une quantité importante de nourriture sous forme de glands et de faines.

D. LES PETITS ENCLOS

Nous entendons par petits enclos, ceux ne rentrant pas dans les catégories précédemment étudiées, c'est à dire dont la superficie est inférieure à deux hectares. Nous avons pu en recenser 18, soit un total supérieur à l'ensemble des autres catégories réunies(17) ce qui correspond à peu près à la répartition nationale de ces différentes catégories bien que, il faut le souligner, notre recensement des petits enclos est certainement entaché d'oublis dus à leur méconnaissance s'ils ne sont pas immatriculés.

Nous distinguerons deux catégories : d'une part les enclos à proximité des habitations, que nous appellerons élevage au jardin et d'autre part les enclos en forêt.

1° - Elevage au jardin :

Une occasion fortuite est le plus souvent à son origine : capture de marcassin à la chasse, ou gain d'un sanglier à un concours de ball-trap ou de quilles. On élève d'abord l'animal dans une soue à cochon puis, comme il se familiarise bien vite et devient presque un animal de compagnie, on lui construit un petit enclos de quelques ares dans le jardin ou le verger. Cela peut être le début d'un élevage si c'est une laie et qu'on la fait reproduire, sinon il finira dans le congélateur familial, sur la table lors d'un repas de famille, ou encore, les enfants y étant trop attachés, on cherchera à le céder au propriétaire d'un grand parc "où il sera heureux de retrouver sa liberté".

Ces élevages au jardin représentent un tiers environ de l'ensemble des enclos de moins de deux hectares, mais leur recensement, plus encore que pour les autres types d'élevages est très aléatoire et leur existence particulièrement éphémère.

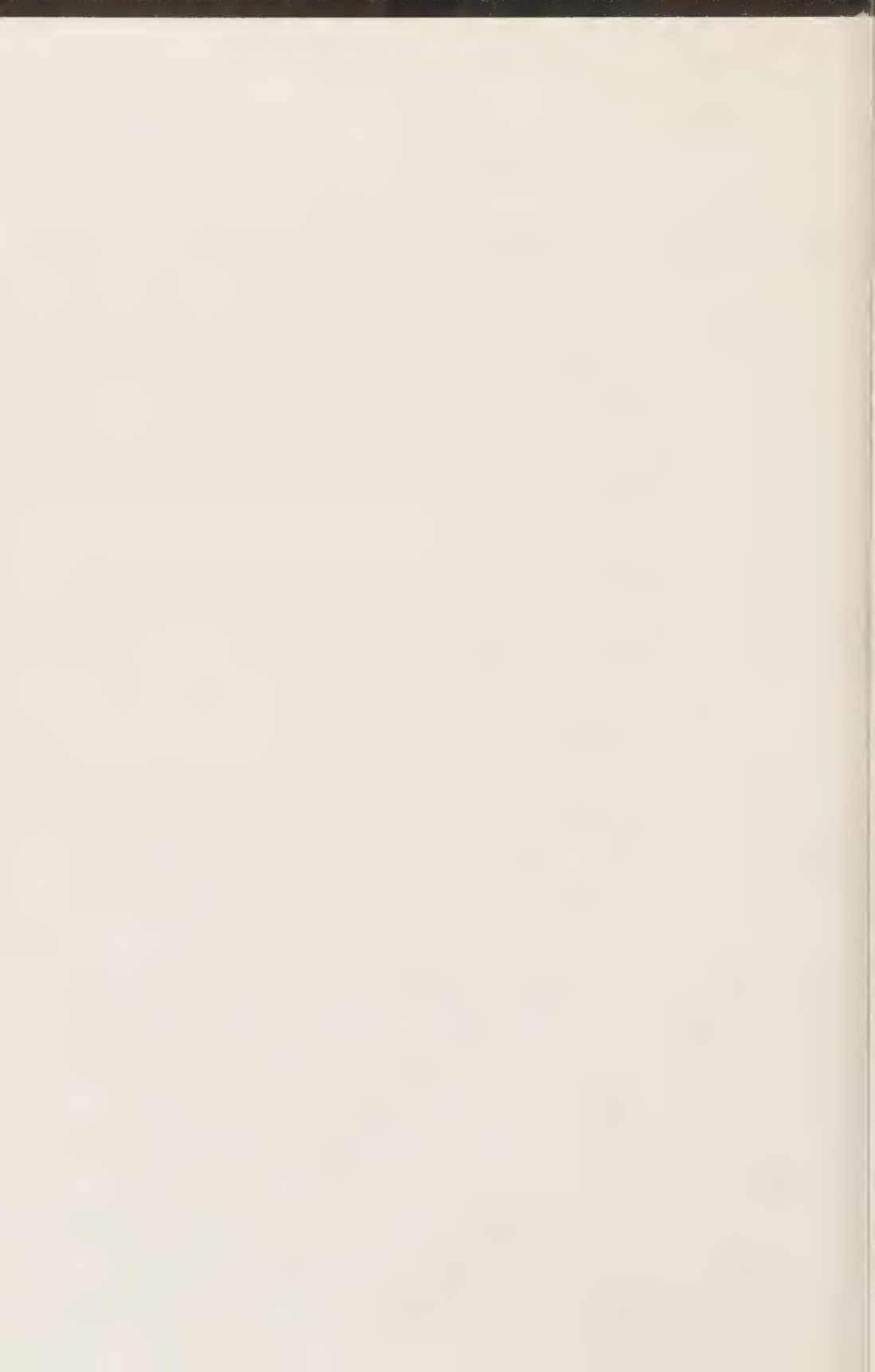
2° - Elevage en forêt :

Au nombre d'une dizaine environ pour l'ensemble de notre département, comprenant chacun quelques individus, ils ne représentent que peu d'importance du point de vue strictement élevage, il n'en est pas de même en ce qui concerne la chasse et les dégâts.

Les motivations qui ont présidé à leur création sont à notre sens de trois ordres :

tout d'abord et à l'origine il s'agissait essentiellement d'attirer et de maintenir dans un secteur proche du parc les sangliers sauvages de façon à mieux pouvoir les chasser ...

ensuite et en complément de ce rôle d'appât, il y a la possibilité, inavouable certes (mais parfois avouée indirectement) de lâcher quelques individus d'élevage de façon à repeupler une zone particulièrement défavorisée en ce qui concerne le sanglier sauvage, ce qui est ne l'oublions pas, parfaitement interdit par la loi. il y a enfin et de plus en plus la possibilité, pour les personnes possédant de tels enclos, de tuer un sanglier d'élevage un soir de bredouille et de pouvoir ainsi distribuer aux actionnaires



une part de gibier permettant entre autre à ceux ci de justifier auprès de leur épouse leur présence à la chasse ...

Ce sont ces petits élevages, par leur dispersion et la difficulté de leur contrôle efficace, qui peuvent être le plus facilement à l'origine d'abus et de fraude. Il n'est pas impossible d'imaginer qu'un éleveur indélicat, possédant des cultures (maïs de préférence) à proximité immédiate de son parc, lâche quelques sangliers. Ceux ci commettent alors des dégâts permettant audit éleveur de se faire indemniser, mais aussi de chasser ces animaux ... nuisibles, joignant ainsi l'utile à l'agréable.



TROISIEME PARTIE

LES DEGATS DE SANGLIER

- Importance et évolution
- Nature et répartition des dégâts
- Processus d'indemnisation
- Moyens de lutte contre les dégâts



III . LES DEGATS DE SANGLIER

Le sanglier n'est, hélas, pas seulement gibier noble et recherché ainsi qu'animal à la chair savoureuse et digne d'être élevé, il reste avant tout pour l'agriculteur animal nuisible et "bête noire" par les dégâts qu'il occasionne aux cultures.

A . IMPORTANCE ET EVOLUTION

La loi permet aux agriculteurs d'être indemnisés pour les dommages causés à leur exploitation par les sangliers et animaux soumis au Plan de Chasse, au titre de dégâts de gibier et ceci de façon globale sans qu'il soit fait de différence entre les diverses espèces gibier (en fait cerf et sanglier, le chevreuil ne commettant pas de dégâts aux cultures).

Nous devons donc considérer dans ce premier temps l'ensemble des dégâts de gibier et seulement dans un deuxième temps dégager la part imputable au seul sanglier.

1° - Importance et évolution du montant global des indemnisations payées en Haute-Marne

Ce montant a considérablement progressé de l'année 1970 jusqu'à 1975, année record, puisqu'il a été multiplié par 15 durant cette période (figure n° 8). Ceci doit cependant être modulé par d'une part l'érosion monétaire du franc, d'où l'intérêt d'avoir recours au tableau des indemnisations en franc constant, mais aussi d'autre part au pourcentage d'indemnisation qui est passé de 80 % en 1970 à 95 % à partir de 1973.

L'étude de l'évolution des indemnisations en franc constant (figure n° 9) met en évidence la présence de deux paliers, le plus haut de 1972 à 75, le second de 76 à 79, période de mise en place par l'O. N. C. de la protection par clôture électrique des parcelles les plus exposées.



Figure 8 : Importance et évolution, en franc courant, des indemnisations payées par l' O.N.C. en Haute-Marne de 1970 à 1978

Indemnisations (millions de F)

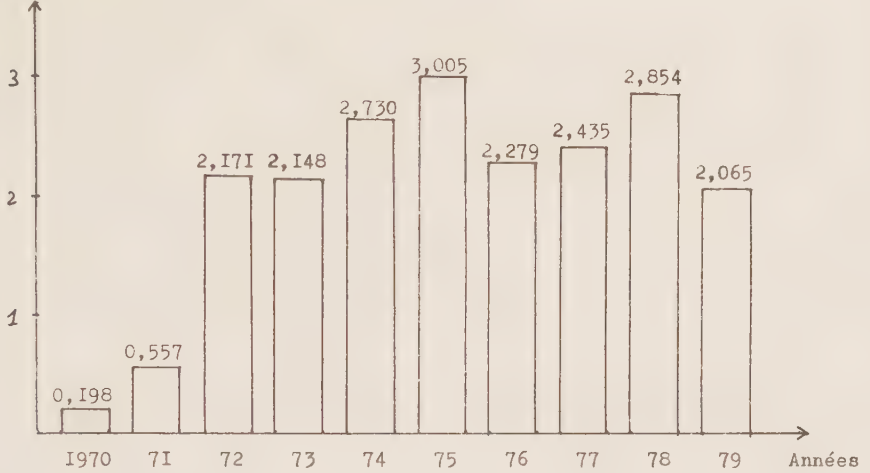
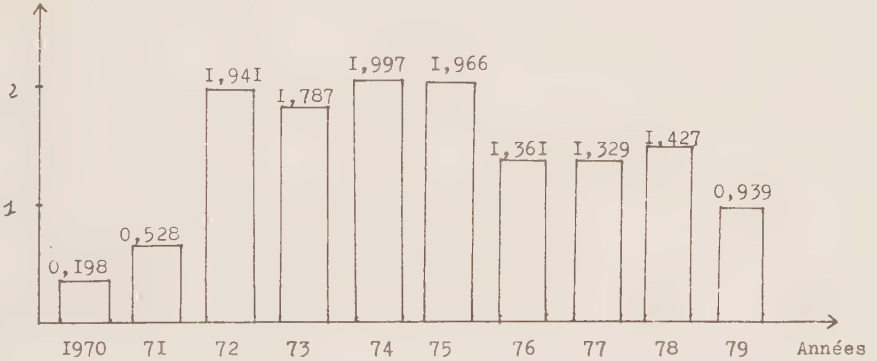


Figure 9 : Importance et évolution, en franc constant, des indemnisations payées par l' O.N.C. en Haute-Marne de 1970 à 1978
(bases : franc 1970)

Indemnisations (millions de F)



Source : O.N.C. Service Technique Région Est

2° - Volume de cultures détruites (Tableau n° 10)

L'évaluation des dégâts se fait en quintaux ou en tonnes de récolte perdue, cette quantité est transformée en francs à partir du barème fixé par la commission d'indemnisation. La somme perçue par l'agriculteur est égale à 95 % de l'évaluation des dégâts.

Une étude précise de l'O. N. C. a permis d'évaluer pour l'année 1978 la perte en poids par nature de culture sur l'ensemble du département et à partir des rendements moyens à l'hectare retenus par la commission de déterminer l'équivalent de surface détruite à 100 %.

Ce tableau et particulièrement la colonne Equivalent surface détruite à 100 % met clairement en évidence l'attrait des sangliers et des cerfs pour le blé et le maïs qui représentent à eux seuls 60 % de la surface détruite.

3° - Partie imputable au sanglier

Pour les années autres que 1978, la répartition des dégâts entre sangliers et cervidés est imprécise dans les zones où coexistent ces deux espèces, ces zones étant malheureusement celles où les dommages sont les plus importants.

Pour l'année 1978, une étude plus précise à partir de l'attribution par les estimateurs des dégâts à une espèce ou à l'autre permet d'en attribuer 66 % aux seuls sangliers, soit une somme, pour l'ensemble du département, de un million et demi de francs nouveaux.

Tableau n° X : Volume des cultures détruites par les cervidés
et les sangliers en Haute-Marne en 1978

Nature des cultures	Perte en poids	Rendements moyens	Equivalent	
		/ha	surface	
Blé	9070 qx	35 qx	259	
Seigle	637 qx	35 qx	18,2	
Orge d'hiver	1650 qx	37 qx	44,6	
Orge de printemps	2530 qx	33 qx	76,7	
Avoine	1632 qx	30 qx	54,4	
Maïs grain	7420 qx	52 qx	142,7	
Pommes de terre	8,7 t	18 t	0,5	
Colza	314 qx	13 qx	24,2	
Tournesol	112 qx	14 qx	8	
Maïs fourrage	8392 t	53 t	158,3	
Betteraves fourragères	19,2 t	60 t	0,3	
Prairies artificielles	1855 qx	66 qx	28,1	
Prairies naturelles	920 qx	51 qx	18	
Prairies temporaires	612 qx	66 qx	9,3	
TOTAL			942 ha	

Source : O.N.C. Service Technique Région Est

B . NATURE ET REPARTITION DES DEGATS

Chaque culture peut subir des déprédations dues au sanglier mais dans des proportions très variables selon sa nature.

1° - Répartition des dégâts selon la nature des cultures

Le tableau n° XI met en évidence pour l'année 1978, mais nous pouvons extrapoler ces résultats (au moins en ce qui concerne les pourcentages) aux autres années, l'énorme importance des dégâts sur maïs, représentant à eux seuls 57 % de l'ensemble des dégâts de sangliers et plus de 40 % de l'ensemble des indemnisations du département. Sachant que les dégâts sur cette culture sont dus à 85% au sanglier, nous comprenons mieux pourquoi le problème des dégâts de gibier sur le département s'est posé avec une acuité particulière depuis que cette culture s'est développée dans notre région (grâce à la sélection d'hybrides précoces) et a envahi des zones de culture difficile, les bordures de forêt entre autres. Nous pouvons ajouter à ces dégâts sur maïs, ceux qui lui sont dus de façon indirecte et nous pensons là aux dommages causés aux blés d'hiver semés derrière maïs, les sangliers retournant les semis pour déterrer les pommes ou fragments de pommes enfouies par le labour.

Les dégâts sur céréales concernent les semis et aussi les céréales sur pied, lorsque le grain est encore au stade laiteux, seule époque où elles sont appréciées.

Nous noterons également que le sanglier est le seul à causer des ravages dans les champs de pomme de terre qu'il apprécie particulièrement ; cette culture est heureusement peu répandue dans notre département.

Tableau XI

Répartition entre espèces et par nature de culture, du montant des indemnisations payées en Haute-Marne, en 1978.

Nature des cultures	Total		Sangliers		Cervidés	
	Montant (F)	% total Haute-Marne	Montant (F)	% S + C sur la culture	Montant (F)	% S + C sur la culture
Blé d'hiver	758.307	26,5	492.898	65	265.400	35
Mais fourrage	701.739	24,6	606.706	86,5	94.833	13,5
Mais grain	556.811	19,5	466.161	83,8	90.650	16,2
Orge de printemps	201.849	7,1	97.904	48,5	103.945	51,5
Plantations forestières	134.520	4,7			134.520	100
Orge d'hiver	123.460	4,3	50.707	41	72.756	59
Avoine de printemps	110.233	3,9	60.269	54,7	49.964	45,3
Lucerne	52.906	1,9	4.630	8,8	48.276	91,2
Seigle	50.853	1,8	26.541	52,2	24.312	47,8
Colza d'hiver	49.127	1,7	18.124	36,9	31.003	63,1
Prairies permanentes	23.597	0,8	20.048	85	3.549	15
Blé de printemps	21.939	0,75	14.156	64,5	7.783	35,5
Tournesol	19.790	0,7			19.790	100
Prairies temporaires	19.306	0,7	6.620	34,3	12.686	65,7
Trèfle	5.255	0,2	2.219	42,2	3.036	57,8
Avoine d'hiver	4.457	0,15	3.454	77	1.003	22
Pommes de terre	3.306	0,1	3.306	100		
Choux fourragers	2.280	0,08				
Betteraves fourragères	1.206	0,04			2.280	100
Colza de printemps	956	0,03	478	50	1.206	100
Divers	12.734	0,45	7.904	62	4.830	38
TOTAL	2854.431	100	1882.122	65,9	972.309	34,1
				94,3		94,2

2° - Description des dégâts

a/ Sur semis

Quelle que soit la nature de la culture, le travail de sanglier est assez univoque : par coups de boudoirs successifs il retourne la terre de façon à mettre le grain à l'air et à le consommer. Si les rayons sont espacés (maïs et pomme de terre), il est parfaitement capable de suivre le rayon. De plus, la terre étant meuble, les empreintes sont nettes et ne laissent aucun doute sur l'identité de leurs auteurs.

b/ Sur céréales de récolte (blé principalement)

Elles ne sont attractives qu'au stade laiteux, l'optimum se situant pour le blé 5 à 10 jours après la floraison ; c'est à cette période que l'on constate les plus gros dégâts, par la suite les blés deviennent moins attractifs et les animaux n'y viennent que plus tard le soir pour en repartir plus tôt, se rabattant sur d'autres sources alimentaires.

Si le blé est petit, les épis se trouvent juste à hauteur du groin, le sanglier les happe alors à "pleine gueule" puis tire l'un coup sec en refermant ses mâchoires ce qui a tendance à égrener l'épi. On peut entendre à plusieurs dizaines de mètres le bruit qu'il fait alors en claquant ses mâchoires. Si le blé est plus grand, il le couche en poussant les tiges à leur base par un mouvement latéral du groin de façon à incliner les tiges à 45° et à ramener les épis à sa portée.

Au sol on peut trouver des "machouilles", amas de la taille d'une noix, composées des enveloppes des grains de blé et agglomérées par la salive et par les matières laiteuses du grain ; elles sont d'autant plus abondantes que le grain est laiteux et elles permettent par leurs caractères (couleur, humidité, odeur) de bien suivre l'évolution des dégâts. Cette façon de manger entraîne un gaspillage considérable puisque l'on évalue à 10 % la consommation par rapport aux dégâts.

Ces dégâts sur blé se différencient de ceux des cervidés qui coupent net l'épi sans l'égrener, les épillets situés en dessous

de la coupure n'étant pas touchés. Le blaireau, lui, couche les tiges par placettes de deux mètres de diamètre en tortillons concentriques puis casse les tiges dans sa gueule à 10 cm de haut environ.

c/ Sur maïs

Les sangliers commencent à s'y intéresser dès la formation des épis (à partir du 15 Août) mais son appétibilité est maximale quand il commence à jaunir et que le grain est au stade pâteux. Ils continuent à y commettre des déprédations jusqu'à la récolte restant même parfois baugés dans les champs de maïs ce qui les rend vulnérables vis à vis des chasseurs.

Pour atteindre les épis, les animaux cassent les tiges avec leur gueule à 10 cm du sol, souvent à proximité d'un espacement plus important des lignes. Ils peuvent suivre un rayon, couchant alors les tiges les une derrière les autres, toutes d'un même côté ; sinon ils les couchent pêle mêle l'une sur l'autre. Les gros sangliers ingèrent les épis en entier avec la rafle, les plus petits ne consomment que les grains, rongéant une partie de la surface de l'épi (ce qui permet, en mesurant les traces laissées sur l'épi, d'évaluer la taille donc l'âge des animaux).

Là aussi on peut évaluer la consommation à 10 à 30 % de ce qui est couché, entraînant un très grand gaspillage.

3° - Epoque de survenue des dégâts

Il existe un cycle de dégâts de sanglier sur l'année, allant de pair avec les cycles végétaux. (Tableau n° XII)

Le maïs est donc vulnérable pendant une courte période lors des semailles, puis pendant plusieurs mois précédant sa récolte (du mois d'Août jusqu'à la fauchaison qui peut s'étendre jusqu'en Décembre certaines années).

Le blé est vulnérable après semis pendant plusieurs semaines, et ce d'autant plus qu'il suit un maïs dans l'assolement, puis pendant une période plus courte au mois de Juin.

Les autres cultures présentent, au niveau départemental, un intérêt bien moindre.

4° - Répartition des dégâts par zones

La répartition par commune des dégâts de gibiers est faite en bloc et ne différencie pas les dommages dus aux sangliers de ceux dus aux cerfs. Cependant le cerf n'est présent que sur 5 des 15 zones, les dégâts des 10 autres zones peuvent donc être attribués aux seuls sangliers.

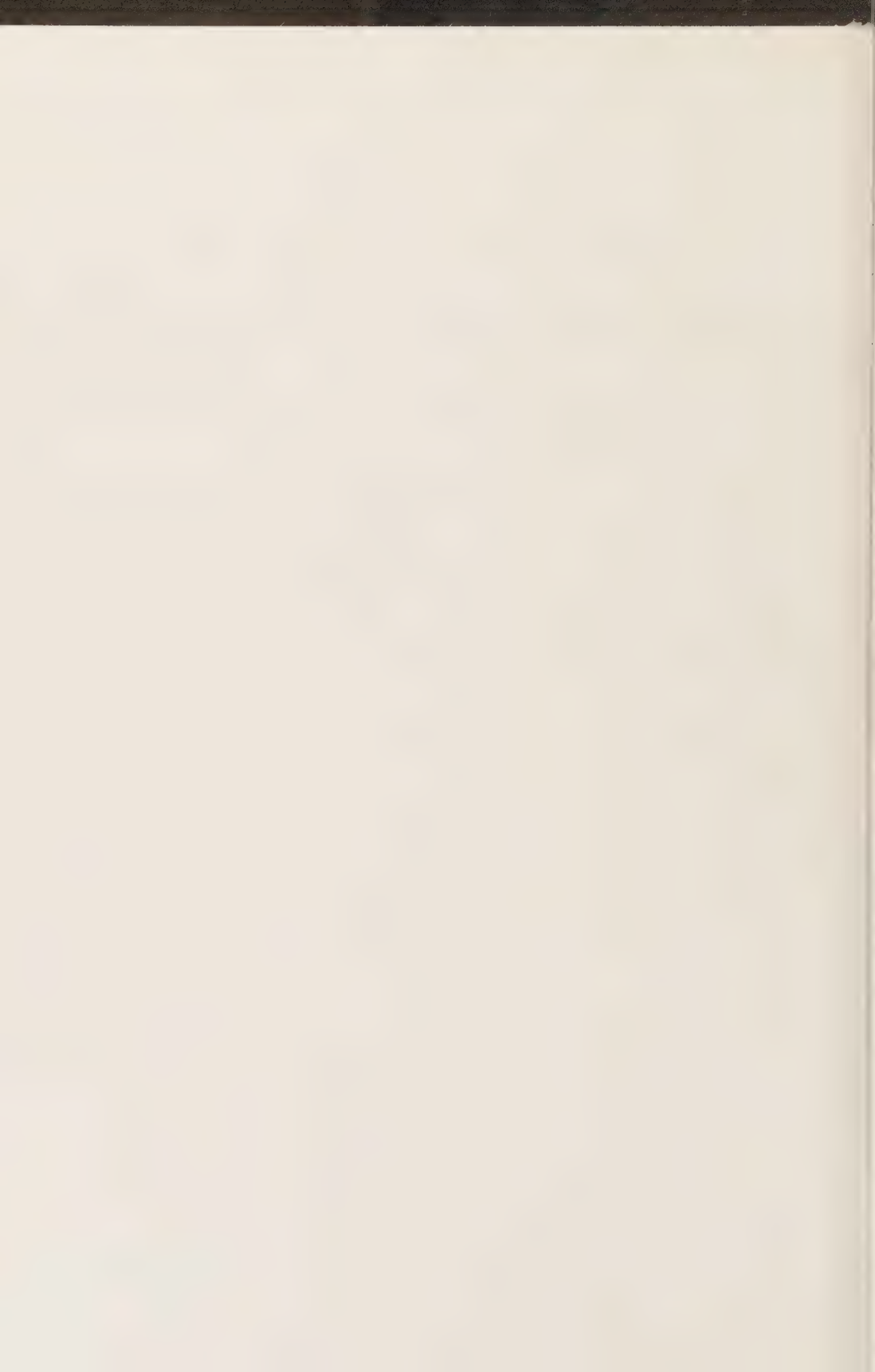
D'autre part, au sein même des zones où coexistent les deux espèces, les dégâts sur maïs (globalement attribués à 85 % aux sangliers) donnent une idée de la part prise par cette espèce. Nous notons d'ailleurs dans ces zones (Cirey, les Dhuits et leur Ceinture, Arc et sa Ceinture) une augmentation de l'importance relative des dégâts sur céréales par rapport à ceux sur maïs, signifiant par là la présence du cerf.

Les indemnisations sont de loin les plus élevées sur la rive gauche de la Marne, à l'ouest du département ; la région la plus touchée étant formée des communes proches de l'axe Cirey-Colombey (les Dhuits) - Chateaufort - Arc, région de coexistence, il est vrai, du cerf et du sanglier ; la faible superficie des 5 zones considérées renforce encore la concentration de ces dégâts.

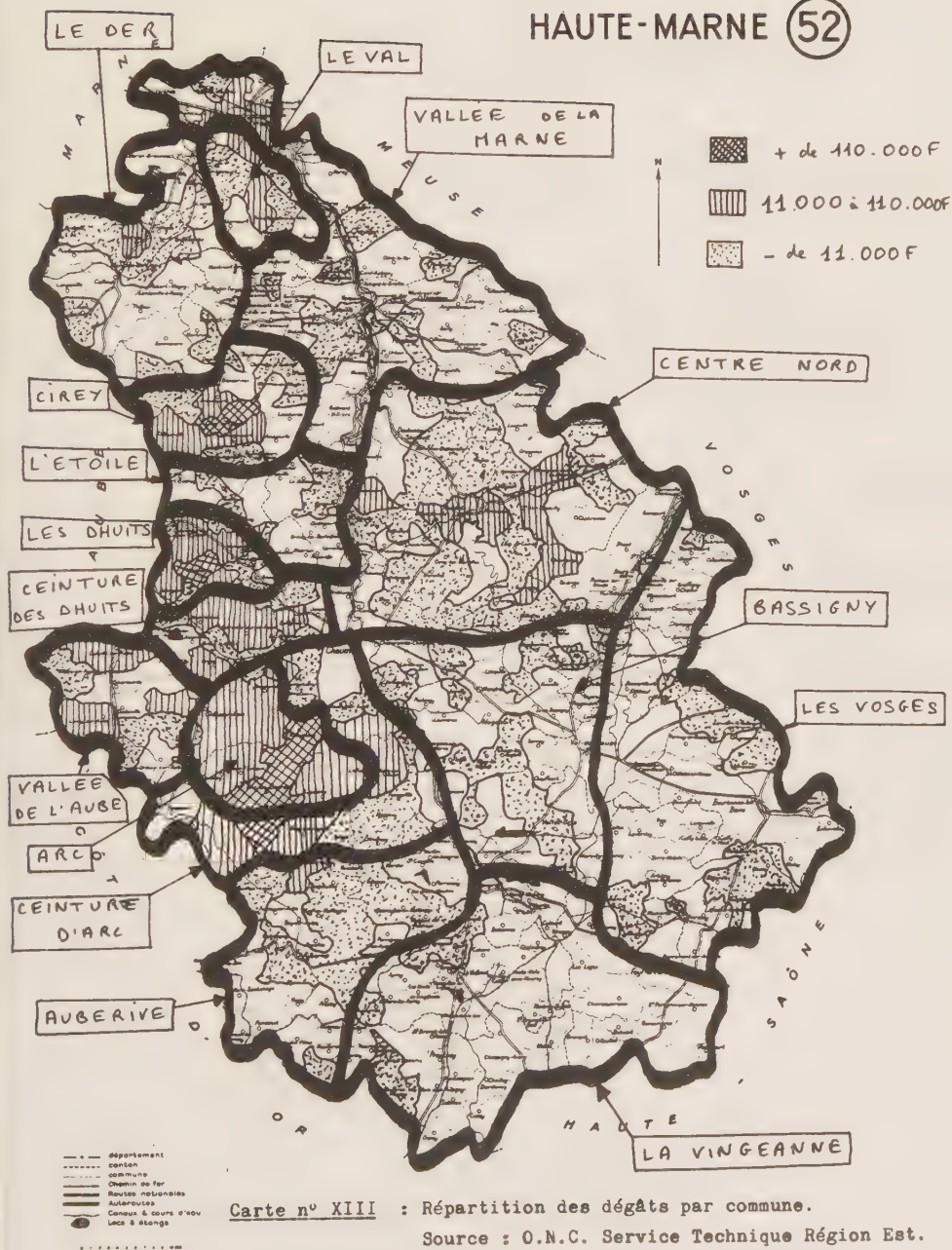
A l'inverse des zones pourtant vastes (La Vingeanne, Les Vosges, et à un degré moindre Auberive et l'Etoile) ne représentent

Tableau n° XII : Répartition annuelle des dégâts de sangliers

Mois	Semis	Récolte	Divers
Janvier	Tardifs de blé (après maïs)	-	Pâturage (fouissement)
Février	" " "	-	Pâturages
Mars	-	-	Pâturages
Avril	Céréales et pommes de terre	-	-
Mai	Maïs	-	-
Juin	-	Céréales en lait	-
Juillet	-	Céréales en lait	-
Août	-	Céréales puis maïs	-
Septembre	-	Maïs et P. de terre	-
Octobre	-	Maïs grain	Pâturages
Novembre	Blés (après maïs)	Derniers maïs	Pâturages
Décembre	Blés	-	Pâturages



HAUTE-MARNE (52)



q'un faible chiffre d'indemnisation. Notons que les trois premières zones forment la partie méridionale du département, pauvre en sangliers.

Les autres zones présentent des variations d'année en année et conservent un caractère intermédiaire.

5° - Variation des dégâts en fonction du cheptel sanglier. (Tableau n° XIV)

Il est impossible de connaître le cheptel de sangliers sauvages au niveau d'un département, nous pensons cependant avoir une bonne approche de ses variations selon la zone et en fonction du temps, grâce au recensement des sangliers tués par commune, réalisé par les gardes nationaux de l' O. N. C.

Le montant des dégâts varie dans le même sens et de façon quasi proportionnelle avec le nombre de sangliers tués dans l'année (lui même estimé proportionnel au cheptel sauvage) dans les zones où le cerf est absent. Dans quatre des cinq zones où les deux espèces coexistent (seule la Ceinture d'Arc faisant exception), c'est le montant des dégâts sur maïs qui varie à peu près proportionnellement avec les animaux tués.

La comparaison du montant des dégâts avec la surface boisée par zone met en évidence le caractère insoutenable des dégâts dans les Massifs des Dhuits et d'Arc en Barrois et à un degré moindre dans celui de Cirey sur Blaise ainsi que la zone de la Ceinture des Dhuits.

Tableau n° XIV : Répartition par zones de la surface boisée,
des dégâts et des sangliers tués pour les années 1978 et 1979

Zones	Surfaces :		1978		1979	
	boisées :		Dégâts	Sangliers	Dégâts	Sangliers
	en 1000 ha :	en 1000 F :	tués	en 1000 F :	tués	en 1000 F :
Le Val	6	51	44	5,9	9	
La Vallée de la Marne	15	47	64	17,5	30	
Le Der	13	30	26	2,2	11	
Le Centre Nord	44,7	266	189	173,8	135	
* Cirey sur Blaise	7,8	331	73	282	53	
		(160)		(136)		
L'Etoile	6	5	26	29	45	
* Les Dhuits	3,5	782	167	619	128	
		(427)		(325)		
* La Ceinture des Dhuits	4,4	160	91	92,6	37	
		(108)		(47,5)		
La Vallée de l'Aube	8,3	29	26	14,6	6	
Le Bassigny	11,5	40,8	63	9,3	52	
Les Vosges	15	14,8	58	5,1	36	
La Vingeanne	12,5	7	36	0,7	19	
* Arc	11	855	340	628	153	
		(141,6)		(92)		
* La Ceinture d'Arc	21,6	193	189	124	66	
		(19)		(60)		
Auberive	13,5	14	57	6,8	30	

* marque les zones où coexistent cerfs et sangliers

les nombres entre () correspondent au montant des dégâts sur maïs

C. PROCESSUS D'INDEMNISATION

1° - Historique de l'indemnisation des dégâts de gibier

a/ Situation antérieure à 1968

Pendant très longtemps, les agriculteurs ont supporté les dégâts de gibier sans possibilité de dédommagement, le gibier étant "Res nullius" et les dommages commis par lui considérés en tant qu'aléas liés à la culture.

Dans certains cas, la jurisprudence a fait valoir la responsabilité du titulaire du droit de chasse en forêt en cas de dommages causés aux fonds voisins, s'il est établi que par sa faute ou par sa négligence, il a favorisé la multiplication du gibier, ou encore s'il a négligé de le détruire. En pratique la preuve est difficile à établir et, le plus souvent, les dégâts aux cultures sont supportés par les seuls exploitants agricoles.

En revanche l'agriculteur dispose du droit d'affût, c'est à dire qu'il peut de jour comme de nuit repousser et détruire les bêtes fauves dont une liste est établie (comprenant cerf, chevreuil et sanglier) commettant des dommages sur ses terres. Ce droit d'affût laisse la porte ouverte à un braconnage important très difficile à contrôler en plus d'accidents de chasse très fréquents. Sa survivance à une époque où l'Etat avait déjà bien du mal à instaurer et à faire respecter un plan de chasse des cervidés était incompatible avec le dit plan de chasse en faussant par des prélèvements anarchiques l'équilibre que l'on cherchait à atteindre. C'est la raison pour laquelle les chasseurs demandèrent l'interdiction du droit d'affût.

De leur coté, les agriculteurs supportaient de plus en plus mal les dommages causés à leur exploitation par le gibier et leurs réclamations furent portées jusqu'au plus haut niveau.

b/ Article 14 de la loi du 27 Décembre 1968

Il satisfait les chasseurs, mais surtout les agriculteurs, en supprimant le droit d'affût vis à vis du sanglier et du grand gibier soumis au plan de tir, en instituant d'autre part le principe de l'indemnisation des dégâts.

Extrait du paragraphe 4 de l'article 14 de la loi du 27. 12. 68
"... tout propriétaire ou fermier peut repousser ou détruire, même avec des armes à feu, à l'exception du collet ou de la fosse, les bêtes fauves qui porteraient dommage à sa propriété ; toutefois, il n'est pas autorisé à détruire le sanglier ni, dans les départements où est institué un plan de chasse, ..., les grands gibiers faisant l'objet de ce plan. "

Paragraphe 5 de la même loi :

"En cas de dégâts causés aux récoltes soit par le sanglier, soit par les grands gibiers provenant d'une réserve où ils font l'objet de reprises ou d'un fond sur lequel a été exécuté un plan de chasse prévu à l'article 373 du code rural, celui qui a subi un préjudice peut en réclamer l'indemnisation au Conseil Supérieur de la Chasse. "

Ainsi donc les dégâts seront indemnisés par le Conseil Supérieur de la Chasse (devenu depuis Office National de la Chasse) dont les fonds sont alimentés par les chasseurs.

2° - Fonctionnement du système d'indemnisation

D'abord régi par le décret n° 691270 du 31. 12. 1969 modifié par le décret 74219 du 26. 02. 74, il l'est maintenant par le décret n° 75542 du 30. 06. 1975 qui abroge les deux précédents.

Il établit la création d'un compte d'indemnisation dont il définit les ressources et les dépenses, ainsi que les conditions d'attribution de l'indemnisation.

2-1) Constitution des fonds servant à indemniser les agriculteurs

Ils proviennent d'une partie des redevances cynégétiques versées par les chasseurs lors de la validation annuelle de leur permis de chasser.

a/ Répartition des sommes payées par les chasseurs

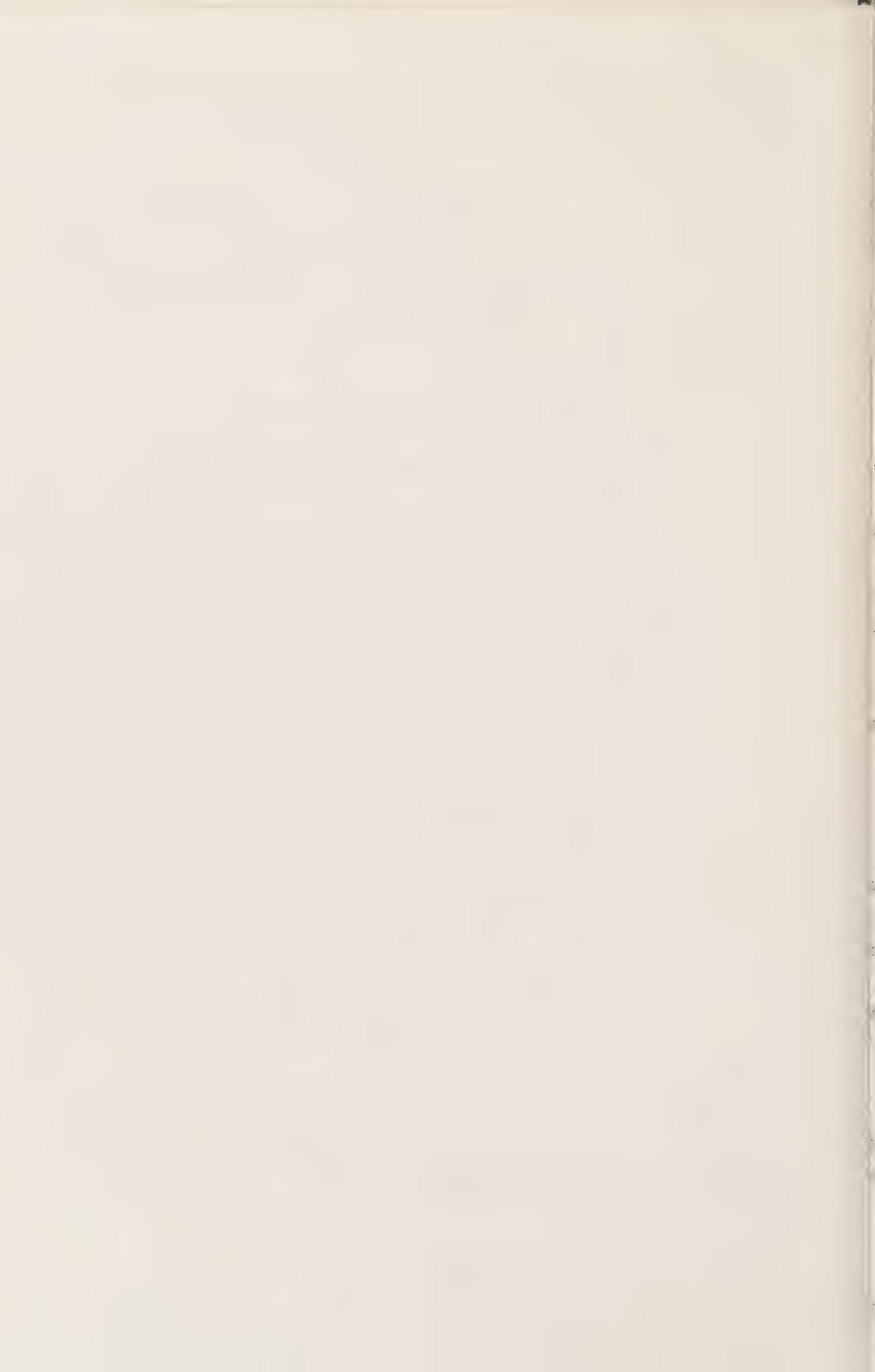
Pour mieux comprendre le principe, prenons l'exemple chiffré de la campagne de chasse 1979/1980. (Tableau XV)

Le chasseur, avant de faire valider son permis, doit être possesseur du timbre de la Fédération Départementale des Chasseurs,

Tableau n° XV : Décomposition des prix et destination de la somme payée par le chasseur pour la saison de chasse 1979/1980, dans un département "non surcotisant".

Nature de la		Montant de la	Destination	
Cotisation		Cotisation		
Cotisation fédérale (1)		Moyenne : 64 F.	Fédération Départementale des Chasseurs	
(timbre fédéral)		Minimum : 48 F.		
		Maximum : 80 F.		
Visa et validation départementale		(22 F.	Etat	
		)		
		92 F. (10 F.	Commune	
		)		
		(60 F; <u>dont</u>	Redevance cynégétique versée à l'O.N.C. dont	
		- 10 F.	- Compte particulier département ;	
		- 0,60 F.	- Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage (C.N.C.F.S.)	
		- 49,40 F.	- O.N.C. : Fonctionnement, garderie, subventions avec Associations Communales de Chasse Agréée (A.C.C.A.).	
Visa et validation nationale		) 22 F.	Etat	
		(		
		332 F.) 10 F.	Commune	
		(		
		) 300 F. <u>dont</u>	Redevance cynégétique versée à l'O.N.C. <u>dont</u>	
		- 90 F.	- Compte d'indemnisation général ;	
		- 3 F.	- C.N.C.F.S. ;	
		- 207 F.	- O.N.C. : Fonctionnement, garderie, A. C. C. A etc.	

Source : O.N.C. Service Technique Région Est.



représentant sa cotisation à cette dernière (80 F en Haute-Marne), et ce que le permis soit national ou départemental. Les sommes ainsi perçues constituent les ressources propres de chaque Fédération.

Le chasseur a ensuite le choix entre validation départementale et validation nationale. Dans les deux cas, une partie fixe de la somme versée est détournée au profit de l'Etat (22 F) et de la Commune (10 F), le reste constituant la Redevance Cynégétique versée à l'Office National de la Chasse.

Cette Redevance Cynégétique est elle même à nouveau divisée en trois parties

- 1 % de son montant est destiné au Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage.
- une seconde partie soit 49 F 40 pour un permis départemental ou 207 F pour un permis national est destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'O. N. C. (garderie, subventions).
- la dernière partie alimente le compte d'indemnisation départemental pour les permis départementaux, général pour les permis nationaux.

b/ Compte d'indemnisation particulier au département

Alimenté par la quote part de la Redevance Cynégétique des permis départementaux de la Haute-Marne, il est entièrement consacré (mais n'y suffit pas) à l'indemnisation des dégâts de gibiers du département.

Dans les départements où il est excédentaire, l'excédent peut être utilisé à l'amélioration de la chasse.

c/ Compte d'indemnisation général

Alimenté par la quote part de la Redevance Cynégétique des permis nationaux, il comble le déficit des comptes particuliers départementaux insuffisants.

d/ Cas des départements surdéficitaires

Si le déficit du compte particulier excède le double de ses ressources, la Fédération Départementale des Chasseurs est tenue

de verser au compte d'indemnisation une contribution supplémentaire. Celle ci est égale à la différence entre les sommes nécessaires pour indemniser les dégâts et le triple produit de la quote part des redevances cynégétiques départementales affectées à l'indemnisation.

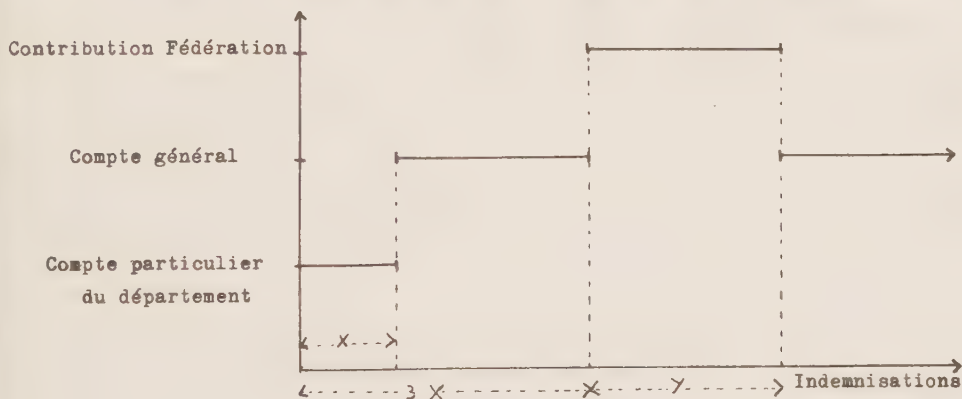
Toutefois cette contribution ne peut excéder un plafond déterminé de la façon suivante : nombre de chasseurs du département ayant cotisé multiplié par le montant moyen national de la cotisation fédérale.

Cette participation supplémentaire ou surcotisation est alors recouvrée en même temps que la cotisation départementale au cours de l'exercice suivant.

Graphique n° 16 : Répartition des indemnisations dans un département "surcotisant".

X = Nbre de permis départementaux x quote part indemnisation (10 F)

Y = Nbre de cotisations fédérales x montant moyen de cotisation (64 F)



Globalement, l'indemnisation des dégâts et les frais annexes (commissions, experts...) ressemble à un relais entre trois organismes, le suivant n'intervenant que lorsque le précédent a atteint son plafond, le déficit final, s'il existe, étant pris en charge par le compte général.

2-2) Modalités d'évaluation des dégâts

a/ Déclaration des dégâts par la victime

La victime des dégâts de gibier est tenue d'adresser au secrétariat de la commission pour l'indemnisation des dégâts, une déclaration établie sur un imprimé spécialement conçu à cet effet, disponible en mairie. Cette déclaration doit être faite au plus tard 10 jours avant la récolte.

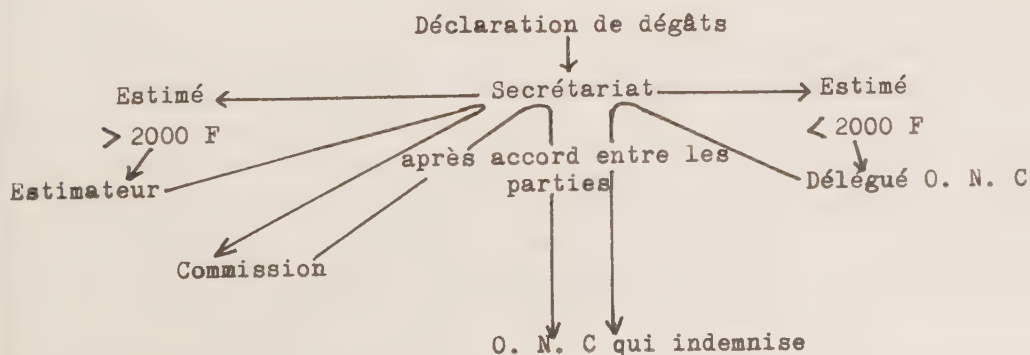
Si l'agriculteur n'est pas capable d'évaluer le montant des dégâts (au semis en particulier), il en informe le secrétariat de la commission qui délègue alors un estimateur pour dresser constat provisoire afin de permettre l'ouverture des droits à indemnisation.

b/ Le secrétariat de la commission pour l'indemnisation des dégâts

Organisé à la diligence de l' O. N. C, son rôle est le suivant

- recevoir les déclarations de dégâts
- tenir un fichier des dossiers
- transmettre les dossiers estimés par le déclarant à moins de 2000 F au délégué de l'O. N. C pour accord à l'amiable entre ce délégué et l'agriculteur demandant.
- transmettre les dossiers évalués à plus de 2000 F aux estimateurs
- recevoir les dossiers après estimation, soit par le délégué de l' O. N. C, soit par les estimateurs.
- transmettre les dossiers estimés à plus de 2000 F à la commission
- transmettre les dossiers acceptés par toutes les parties à l'O . N. C. qui effectuera les versements.

Shéma n° 17 : Représentation schématique du mécanisme d'indemnisation



c/ Le délégué de l'Office National de la Chasse

Il est proposé par le Président de la Fédération Départementale des chasseurs et nommé par le Directeur de l' O.N.C. Il est chargé de fixer de gré à gré les indemnités consécutives à des déclarations, dont les évaluations par les réclamants sont inférieures à 2000 F.

En fait, en Haute-Marne, le délégué de l' O.N.C. et le secrétaire de la commission ne sont qu'une seule et même personne, de plus secrétaire de la Fédération Départementale des Chasseurs. Absorbé par ses tâches de secrétariat, il ne peut donc pas jouer son rôle de délégué de l' O.N.C. et par suite, tous les dossiers passent par les estimateurs : il n'y a donc plus de différence entre les dossiers estimés à plus de 2000 F et ceux estimés à moins.

d/ Les Estimateurs

Les estimateurs sont désignés par la commission pour l'indemnisation des dégâts de gibier, parmi une liste proposée par l' O.N.C. ils sont chargés "de constater l'état des lieux et des récoltes, l'importance des dommages subis, les causes de ces dommages, la nature et la provenance du gibier, et de rechercher éventuellement, si les victimes ont, par un procédé quelconque, favorisé l'arrivée du gibier sur leurs fonds, en particulier, en procédant de façon répétée et sans respecter les assolements pratiqués dans la région, à des cultures de nature à l'attirer".

Lorsque l'évaluation du réclamant est supérieure à 24000 F, l'estimation doit être faite par deux estimateurs. (A.M 28.2.79).

e/ La commission pour l'indemnisation des dégâts

Cette commission est créée au niveau de chaque département (à l'exception du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qui bénéficient du point de vue chasse d'un statut particulier). Elle est présidée par le Préfet et a pour vice président le Directeur Départemental de l'Agriculture. Elle comporte six autres membres désignés pour 3 ans par le Préfet : trois chasseurs proposés par la Fédération Départementale des Chasseurs et trois représentants des intérêts.

agricoles.

Cette commission a pour missions :

- de dresser la liste des estimateurs sur proposition de l' O. N. C
- d'arrêter le barème des prix des denrées et celui des rendements moyens à l'hectare.
- de fixer au vu du rapport du ou des estimateurs, le montant de l'indemnité.

La décision de la commission est transmise à l' O. N. C qui, après avoir recueilli l'accord des victimes, assure le règlement de l'indemnité correspondante.

f/ Le montant de l'indemnité versée aux victimes

Tous les dossiers d'indemnisation subissent avant paiement, un abattement légal obligatoire de 5 %. Cet abattement peut être porté à 80 % s'il est constaté que la victime a favorisé l'arrivée du gibier sur ses fonds.

En effet, une indemnisation intégrale serait liée à la notion de faute, engageant la responsabilité de celui qui l'a commise. Le gibier étant "Res nullius", toute présomption de responsabilité est écartée, si bien que l'indemnisation intégrale d'un dégât est subordonnée à l'administration de la preuve de la négligence ou de la faute du détenteur du droit de chasse.

Il s'agit donc d'une indemnisation (ou plus exactement d'une participation à l'indemnisation) de la part de l'ensemble des chasseurs, sans aucune notion de responsabilité.

Le législateur a donné un caractère amiable à l'indemnité ; la victime peut la refuser en ne donnant pas son accord sur le montant proposé et introduire une action judiciaire en réparation du dommage contre le responsable, il lui appartiendra alors d'apporter la preuve de la faute ou de la négligence.

3° - Problèmes liés au système actuel

a/ Dans son fonctionnement en Haute-Marne

Le délégué de l' O. N. C n'a plus aucun rôle en tant que tel, puisque, vu son travail de secrétaire de la commission et de la Fédération Départementale des Chasseurs, il ne peut pas matériel-

lement assurer cette charge. Il se décharge donc de ses fonctions (règlement des dossiers estimés à moins de 2000 F) sur les estimateurs.

La commission d'indemnisation de son côté n'ayant à sa disposition que les dossiers fournis par les estimateurs et devant traiter un grand nombre de dossiers (600) se contente en fait d'entériner les évaluations des estimateurs.

Les estimateurs se bornent à estimer les dégâts sans rechercher la provenance des animaux les ayant commis ni la faute éventuelle de l'agriculteur ayant favorisé la survenue des dégâts (non respect de l'assolement).

Tout le problème de l'évaluation des dégâts repose donc sur les seuls estimateurs, or ces estimateurs sont pour la plupart agriculteurs et souvent représentant de la profession agricole auprès de différents organismes, certains sont eux même indemnisés pour des dégâts à leur propre exploitation, il est donc normal qu'ils soient surtout sensible au problème vu sous l'angle de la victime et non celui de l' O. N. C, organisme payeur.

b/ Dans son principe

Vu le rôle déterminant joué par les estimateurs, il est surprenant qu'ils ne bénéficient pas d'une formation spécifique les préparant à leur fonction. Il est encore plus surprenant qu'aucune forme de contrôle de leurs évaluations ne soit prévue, ou plus exactement qu'ils ne subissent qu'un contrôle à sens unique de la part du seul demandeur : la tendance naturelle ne peut donc être qu'à la surévaluation.

Dans le système actuel tous les chasseurs d'un département paient la même somme pour l'indemnisation des dégâts et ce qu'ils soient chasseurs de plaine, et ne tirant donc jamais de grand gibier, ou chasseurs de bois bénéficiant largement de sa présence (avec ses dégâts en corollaire). Cela semble anormal et mal ressenti par les chasseurs.

Dans un département surdéficitaire comme le nôtre, les chasseurs et leurs représentants locaux (Fédération et membres désignés par elle à la commission d'indemnisation) ne perçoivent pas l'intérêt de limiter les dépenses d'indemnisation puisque la plus

grosse partie en est payée par le compte général de l' O. N. C et qu'il faudrait une réduction énorme des montants (plus de 60 %) avant qu'ils n'en bénéficient au niveau départemental par une réduction de la contribution supplémentaire de la Fédération.

Globalement nous avons donc d'un coté une partie prenante à savoir l'agriculteur qui va défendre lui même son cas, pouvant aller jusqu'à refuser l'évaluation et de l'autre coté un certain nombre de personnes et d'organismes (estimateurs, commission d'indemnisation) plus ou moins neutre. Il nous semble pour le moins surprenant que le principal intéressé, l' O. N. C organisme payeur, ne puisse intervenir directement dans le système, par exemple en contrôlant ou du moins en discutant les estimations de dégâts et les fautes éventuelles du demandeur.

D'un point de vue plus philosophique, n'est-il pas inquiétant que les agriculteurs prennent un statut d'assisté les rendant tout à fait passifs vis à vis des dégâts et ne supportant plus les déprédations de la faune sauvage (dommage qu'il n'existe pas de chasseurs de campagnols ... cela permettrait d'indemniser leurs dégâts).

4° - Améliorations possible du système d'indemnisation

Elles sont concevables soit par simples amendements du système actuellement en vigueur, soit en lui adjoignant d'autres moyens de collecte des fonds nécessaires à l'indemnisation.

a/ Amendements du système actuel

Tout le système reposant sur les estimateurs, c'est vers eux que doivent se tourner les efforts d'amélioration. Il semblerait utile de renforcer leur compétence en leur offrant une formation suffisante d'une part sur l'estimation des récoltes, mais aussi sur le grand gibier et ses habitudes pour identifier de façon certaine l'espèce responsable des dégâts, et enfin pour déceler d'éventuelles fautes des demandeurs.

Il serait à notre sens également judicieux de créer un poste de contre-expert ou d'estimateur inspecteur, représentant et dépendant de l' O. N. C qui pourrait contrôler les estimations, mais

surtout faire poids sur les estimateurs et leur donner des arguments face aux agriculteurs ; alors les deux parties étant défendues, les indemnisations devraient correspondre davantage aux dégâts réels et les abus évités.

b/ Instauration d'une taxe à l'hectare boisé

Les cerfs et les sangliers, seuls animaux à commettre des dégâts importants, ne vivent qu'en forêt, la meilleure preuve étant que les dégâts ne se produisent qu'à proximité immédiate des massifs forestiers. La densité en grand gibier dans ces massifs varie dans le même sens que les dommages causés à leur périphérie, or à une augmentation de densité de gibier correspond une augmentation de la valeur locative pour la chasse de la surface boisée considérée. Il apparaît donc logique que cette taxe à l'hectare boisé soit proportionnelle à la valeur locative de la surface considérée ; elle pourrait être du moins partiellement prise en charge par le propriétaire foncier qui tire bénéfice de la présence de grand gibier dans ses bois. Le calcul de son montant pourrait être encore affiné en tenant compte de l'importance des dégâts dans la zone où est situé le bois en question.

Ce principe de la taxe à l'hectare boisé pose cependant plusieurs problèmes. Tout d'abord, les propriétaires forestiers, participant à l'indemnisation des dégâts aux cultures ne manqueraient pas de demander l'indemnisation des dégâts de cervidés sur plantation forestière. Le découpage par zones de dégâts peut être de son côté difficile à faire accepter ; le calcul et le recouvrement de la taxe ne sont pas simples et poseraient certainement des problèmes de mise en place. Enfin le système resterait injuste, quelques sangliers étant tués en plaine (alors que les chasseurs en forêt supporteraient seuls la taxe).

D'autre part un certain nombre de chasses en forêt ont été louées très cher à cause de leur densité en chevreuil, alors qu'il n'y a aucun dégât à proximité, le locataire se trouverait là injustement pénalisé.

c/ Instauration d'un timbre grand gibier

On peut y penser par analogie avec le timbre gibier d'eau ;

il concernerait les chasseurs en forêt de sangliers et de grand gibier.

Créé dans les seuls départements à surcotisation, son montant devrait varier avec les indemnisations payées l'année précédente, de façon à intéresser directement les chasseurs au problème des dégâts de gibier. Un chasseur de grand gibier sollicitant une validation nationale de son permis de chasser devrait s'acquitter, pour obtenir le timbre grand gibier, d'une cotisation égale à celle du département où elle est la plus élevée. Cependant ce principe du timbre grand gibier présente lui aussi des inconvénients :

- la contribution est la même que le chasseur en forêt chasse dans une zone dépourvue de cerf et pauvre en sanglier, donc où les dégâts sont minimes, ou au contraire dans une zone à très forte densité de gibier.
 - il nécessite de définir une surface boisée minimum en deça de laquelle le chasseur n'a pas à être porteur du timbre mais alors comment considérer un petit bois particulier attenant à un massif forestier, ou encore plus délicat, non attenant mais très proche ?.
- Le contrôle des chasseurs en forêt risque dans tous les cas d'être difficile.

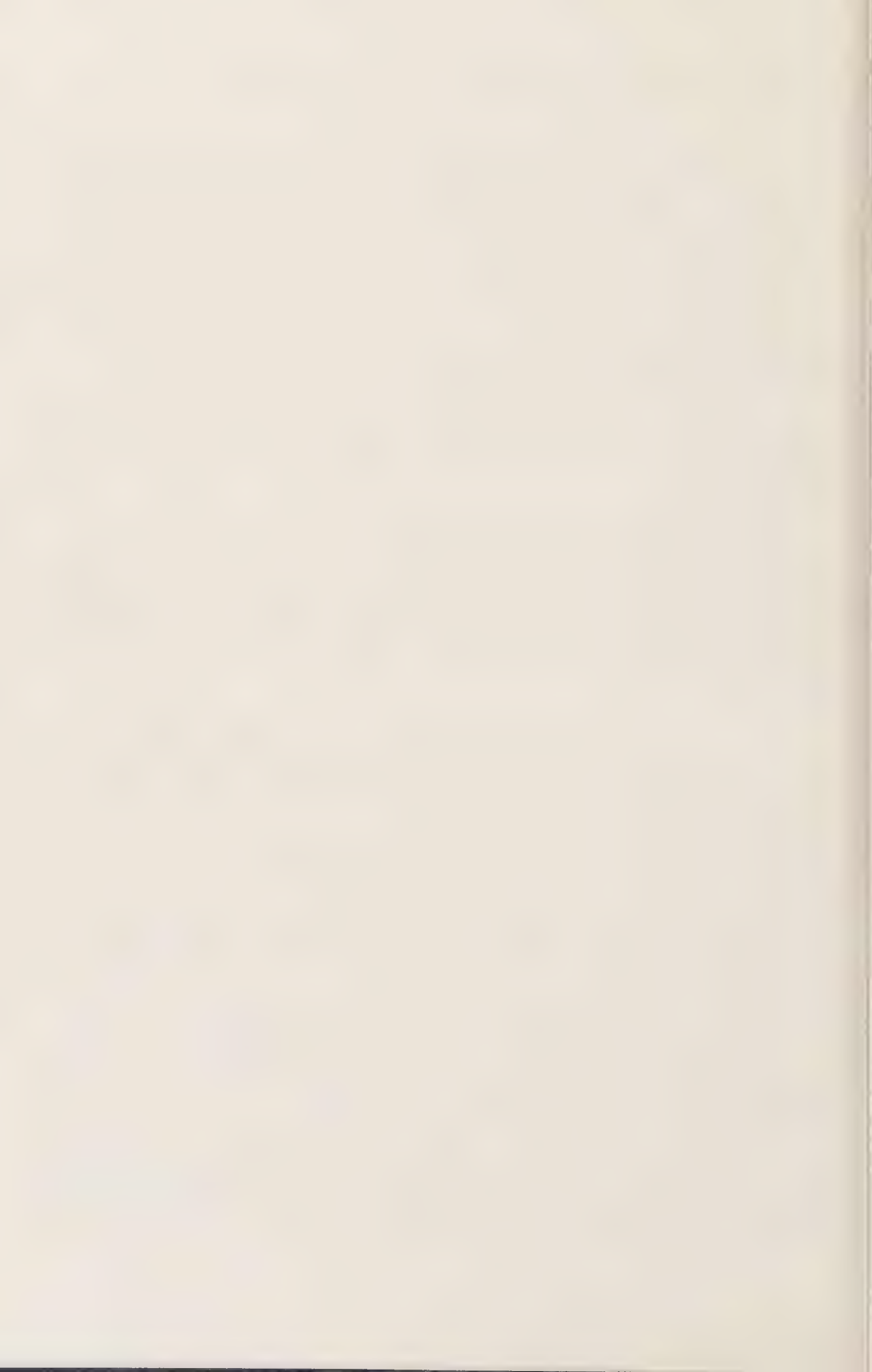
d/ Installation du "Bracelet sanglier"

Ce système a été institué, de façon plus ou moins expérimentale, cette année dans le département de la Marne par l'arrêté du 17 Juin 1980 de Mr le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, modifiant l'article 8 du Règlement Permanent sur la Police de la chasse dans le Département de la Marne.

"...Nul ne peut plus désormais mettre en vente, vendre, acheter ou transporter tout ou partie de sanglier tué dans le Département de la Marne, sans qu'il soit muni d'une marque distinctive délivrée par la Fédération Départementale des Chasseurs.

Le Conseil d'Administration a, en conséquence, choisi comme marque distinctive le "Bracelet sanglier".

Les bracelets sangliers seront délivrés à la Fédération Départementale des Chasseurs de la Marne, contre paiement d'une cotisation fédérale de 150 F augmentée de 10 F, représentant le coût matériel du bracelet, à tout chasseur en faisant la demande, à n'im-



porte quelle époque de la saison de chasse.

Ce bracelet, vendu de façon anonyme, sera cessible entre chasseurs et n'étant pas attaché à un territoire, sera utilisable sur toute l'étendue du département. Il devra être apposé sur les lieux mêmes de l'abattage, avant tout transport, sur la patte arrière droite de l'animal.

Tout bracelet non utilisé durant la saison cynégétique 1980-1981, pourra être remboursé de la valeur de sa part de cotisation.

Ce système du bracelet sanglier, équivalent, en fait, d'une taxe d'abattage, présente deux gros avantages :

- sa simplicité : le montant unique de la cotisation ne demande aucun calcul.
- il ne fait porter une partie de la charge des dégâts qu'aux seuls chasseurs profitant de la présence de l'animal ; on peut considérer, vu le rapport existant entre le nombre de sangliers tués et le montant des dégâts dans la même zone, que cette cotisation correspond à la contribution à l'indemnisation des dégâts commis par l'animal tué, ce qui rend le système plus facilement acceptable en le moralisant.

Il présente cependant quelques inconvénients de taille :

- il oblige chaque chasseur à se munir d'avance de bracelets ; si cela ne pose aucun problème dans les chasses où il est fréquemment rencontré, il n'en va pas de même pour le chasseur de plaine ne tirant un sanglier qu'une fois par hasard au coin d'un bosquet.
- cette taxe à l'abattage peut freiner, surtout dans le cas ci dessus cité, le tir du sanglier et donc indirectement augmenter les dégâts.
- le contrôle nous semble difficile, les animaux étant la plupart du temps découpés sur place ou après transport très bref, seul le cuissot droit est porteur d'identification. Il se pose d'autre part le problème des sangliers tués dans les autres départements qui, comme ceux transportés en fraude vis à vis du nouveau système, ne portent aucun signe distinctif.

Globalement ce système, moyennant quelques modifications, semble intéressant et institue le pendant, pour le sanglier, des bracelets de cervidés liés au plan de chasse.

D . MOYENS DE LUTTE CONTRE LES DEGATS

Ils présentent deux volets : le contrôle des populations de sangliers d'une part, empêcher l'accès des animaux aux cultures d'autre part.

1° - Contrôle des populations :

Le sanglier, animal erratique et à la reproduction très variable selon les années, ne peut être l'objet d'un plan de chasse.

En pratique le contrôle de la population se fait, au niveau départemental, par variation de la durée de la période de chasse (prolongations après la clôture générale de la chasse).

Ce contrôle gagnerait selon nous à être fait de façon plus graduelle, c'est à dire en prolongeant la période de chasse du sanglier d'un mois, puis d'un second et même d'un troisième, selon les années, mais surtout selon la zone et la densité locale du gibier, l'échelle départementale semblant beaucoup trop grande.

2° - Protection des cultures :

2-1) Répulsifs à action olfactive ou visuelle

De nombreux répulsifs "naturels" furent essayés par les agriculteurs durant la période précédant la mise en place des indemnisations ; ces répulsifs (récipients contenant de l'urine humaine, pneus brûlés) furent abandonnés car rapidement inefficaces, le sanglier comprenant très vite l'absence de danger. Il en fut de même avec les banderolles disposées autour des champs à protéger.

Des essais réalisés par l' O. N. C avec des produits chimiques tels l'arbin, le salicylate de méthyle, HTC 40, répandus sur le sol ou sur des chiffons, ou encore imprégnant une ficelle entourant un champ échouèrent totalement, les sangliers s'y habituant en quelques jours.

2-2) Essais acoustiques :

Divers essais furent mis en place par les agriculteurs pour tenter de faire fuir les sangliers : bazooka (canon au carbure de calcium, provoquant une détonation à intervalle régulier), sirènes,

postes à transistor fonctionnant en permanence et même chien à l'attache dans les champs ; après quelques jours de méfiance les animaux reprenaient leurs dommages comme si de rien était.

Par analogie avec l'effarouchement des étourneaux dans leurs dortoirs par diffusion de leur cri de détresse, l' O. N. C a testé différents signaux sonores : cris de geais, chasse à courre, cris de loup, cris de douleur de sangliers. Les résultats furent encore négatifs : le troisième jour les sangliers y sont accoutumés et viennent manger au pied de l'appareil.

Il fut démontré que les seuls cris spécifiques aux sangliers qui provoquent la fuite de ceux-ci sont les cris de détresse et surtout les cris d'alerte, une nouvelle étude de l' O. N. C fut réalisée sur ces bases.

Après enregistrement de différents types de cris de porc, de sangliers d'élevage et de sangliers sauvages puis diffusion de ces cris à proximité de lieux de nourrissage de sangliers sauvages, il apparut que n'importe quel signal ne fait pas fuir les animaux ; cette première sélection permit de retenir en priorité le cri d'alerte (ou "Vrouff" caractéristique du sanglier qui a identifié un danger et qui s'enfuit).

Un des cris d'alerte enregistré fut mis à l'essai sur semis de maïs artificiel à l'aide d'un appareil de diffusion à cassette. Le cri était diffusé à intervalle de 20,30 ou 40 secondes pendant une période de 2 minutes, chaque période d'émission étant espacée d'un silence de 30 minutes.

Cet essai se révéla particulièrement prometteur puisque l'estimation de la consommation en maïs passa de 90 % avant diffusion à 15 % en moyenne pendant la période d'essai de 9 jours.

Devant les possibilités de cette méthode d'effarouchement, un essai de protection de cultures sur le terrain doit être rapidement entrepris. Un calcul rapide du prix de revient d'une telle méthode de protection a été fait : pour un amortissement du matériel en 5 ans, il est de l'ordre de 260 F par hectare protégé.

L'avantage d'une telle méthode est sa légèreté de mise en place et le peu de surveillance nécessaire ; elle présente cependant l'inconvénient d'être spécifique du sanglier et donc d'aucune utilité pour le cerf.

2-3) La clôture électrique :

L'expérience menée par l' O.N.C. a débuté en 1976 dans les zones d'Arc en Barrois et des Dhuits.

Une clôture à deux fils situés à environ 25 et 50 centimètres du sol a été posée à la périphérie de quelques champs de maïs particulièrement exposés.

Les résultats, comme le montre le tableau n° XVIII sont excellents et l'économie réalisée substantielle si la clôture est suffisamment surveillée aux périodes de haut risque (semis et 15 Août - Novembre pour les maïs).

Tableau n° XVIII. Comparaison du montant moyen des indemnités payées par ha., pour les parcelles de maïs clôturées et les parcelles de maïs non clôturées dans la zone d'étude.

Année	Parcelles clôturées		Parcelles non clôturées	
	1977	1978	1977	1978
Surface (ha).	473	677	200	60
Montant des dégâts				
Indemnisations (F)	44874	78151	155851	62509
(1) Montant indemnisé				
/ha sinistrable (F)	95	115	779	1041
(2) Coût de la protection				
Pose - Surveillance	110	120	-	-
Amortissement matériel	103	106	-	-
Indemnisation au rang				
de maïs	70	56	-	-
Total (1), + (2)	378	397	779	1041

Source : O.N.C. Service Technique Région Est

Pour les années 1977 et 1978, la protection du maïs par parcelles permet, tous frais déduits, une diminution de plus de moitié des indemnisations par rapport aux parcelles témoins.

Actuellement deux systèmes de protection par clôture électrique sont mis en place :

- une protection par parcelle des maïs vulnérables qui a fait l'objet des premières expériences. Elle est efficace mais demande une grande longueur de clôture, d'autant plus longue que les parcelles à protéger sont petites. De plus ce système implique la pose et la dépose de l'ensemble du dispositif chaque année.
- une protection à la périphérie des massifs avec une clôture à trois fils, permettant de diminuer le rapport longueur de clôture / surface protégée et donc le coût à l'hectare.

Le prix de revient actuel d'une clôture à deux fils, matériel plus 4 heures de pose, peut être évalué à 2500 F / km. Considérant l'amortissement en 5 ans, nous arrivons à 550 F / km et par an. Sachant qu'il faut à peu près 1 km de clôture pour protéger une parcelle de 4 ha, le coût par hectare d'une protection par parcelle est de l'ordre de 140 F, alors que l'hectare de maïs totalement détruit est indemnisé à plus de 4000 F.

Ce système de protection, le plus efficace existant actuellement, présente cependant l'inconvénient d'être assez lourd en main d'oeuvre : pose, dépose et surveillance.

Sa généralisation se heurte au fait que les agriculteurs comme la Fédération des Chasseurs, ne sont pas financièrement intéressés à son succès et refusent de prendre à leur charge la surveillance des clôtures indispensable à leur efficacité (mises à la masse, coupures "accidentelles").

- 1) La Haute-Marne, département particulièrement boisé et aux forêts vives en grand gibier a toujours eu une vocation cynégétique très prononcée particulièrement vis à vis du sanglier.
- 2) L'élevage de cette espèce gibier s'est considérablement développé au cours de la dernière décennie, sa production étant actuellement comparable au total des animaux sauvages tués sur le département. Le classement des élevages en trois catégories permet d'envisager leur étude de façon plus homogène et de mieux cerner les problèmes.
- 3) Malheureusement le sanglier commet des dégâts fort importants aux cultures, dégâts dont l'indemnisation grève lourdement le budget de l' O.N.C. Des améliorations du système actuel d'indemnisation, jointes à un développement de la protection des cultures sensibles permettraient une très nette réduction des dépenses, les sommes ainsi libérées pouvant financer des aménagements cynégétiques.
- 4) La comparaison purement économique du prix de revient du sanglier sauvage tué avec celui de l'animal d'élevage fait apparaître un coût de 50 à 100 % plus élevé du premier. La conservation d'une espèce sauvage bien adaptée au biotope est actuellement à ce prix ; n'oublions pas cependant que sa réintroduction éventuelle après extermination (qui semble souhaitée par certains milieux) serait d'un coût autrement plus élevé.
Sachons donc conserver et gérer un cheptel sauvage suffisant de l'un de nos plus beaux gibiers, en limitant autant que possible ses déprédations.

10

Vu :

LE DIRECTEUR

de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon.

LE PROFESSEUR RESPONSABLE

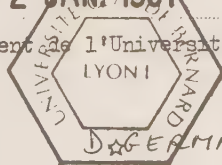
de l'École Nationale Vétérinaire,

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Vo :
~~LE DOYEN~~

Vu et permis d'imprimer

LYON, le

12 JAN 1981
Le Président de l'Université LYON I,

- 14 -

B I B L I O G R A P H I E

- BARRE N. : Problèmes sanitaires liés à l'élevage des sangliers
Labo. Central de Recherche Vétérinaire, 94 Maisons-Alfort.
- BOULDOIRE J. L. : Etude critique du fonctionnement du système
d'indemnisation des dégâts de sangliers et de cervidés
dans le département de la Haute-Marne.
Proposition de mesures visant à limiter les dépenses
d'indemnisation.
Mémoire ENITA, O.N.C Service Technique Région Est, 1979.
- DE WAZIERS M. : L'élevage du sanglier
L'élevage, Novembre 1976, N° 56, p 67-69.
- DHENNIN L. : La maladie vésiculeuse du sanglier
Vétérinaire Français, 1975, N° 2, p 17-18.
- FLAMENT-HENNEBIQUE R. : Les parcs à sangliers :
Bilan de 15 années d'expérience
Nos chasses : Journal de la Région Cynégétique de Paris,
1970
- HECTOR D. et J. : Elevage du sanglier pour la chasse et la chair
2-7006-0057-8, 125 p, Paris, La Maison Rustique, 1978
- HU M. : Contribution à l'étude du Gibier d'élevage :
Le sanglier
Th. Doct. Vet., Paris, 1970.
- MAUGET R. : Régulations écologiques, comportementales et physio-
logiques (fonction de reproduction), de l'adaptation
du sanglier, *Sus scrofa*, au milieu.
Th. Doct. es Sciences, Tours, 1980.

- MONFRAIX J. M. : Des causes de la disparition du sanglier
(Sus scrofa)
Proposition de quelques remèdes
Th. Doct. Vét., Toulouse, 1971.
- OBERLE M. : Essais d'effarouchement acoustique du sanglier
(Sus scrofa L.)
Mémoire ENITA, O.N.C. Service Technique
Région Est, 1979.
- PIHAN J. C. : Rapport sur l'étude du régime alimentaire
du sanglier par analyse des contenus stomacaux.
Contrat passé entre l' O.N.C. et l' I.E.E.
O.N.C. Service Technique Région Est, 1977.
- POTEL D. : Le sanglier
2-86399-001-2, 119 p, Angoulême, Editions
Ecoloisirs, 1979.
- SALE F. H. : Contribution à l'étude de l'élevage
et de la pathologie du sanglier.
Th. Doct. Vét., Paris, 1971.
- VASSANT J. : Contribution à la compréhension du phénomène
des dégâts de sanglier et de leur évolution.
Mémoire ENITA, O.N.C. Service Technique
Région Est, 1973.

T A B L E D E S M A T I E R E S

	Pages
INTRODUCTION	5
<u>LE SANGLIER ANIMAL DE CHASSE</u>	
I. CARACTERISTIQUES CYNEGETIQUES DU DEPARTEMENT	6
1° - Le territoire	6
2° - Le gibier	6
3° - Les chasseurs	9
II. LA CHASSE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE	9
1° - Importance des tableaux et variations	9
2° - Modes de chasse	11
<u>ELEVAGE DU SANGLIER EN HAUTE-MARNE</u>	
I. GENERALITES - IMPORTANCE	13
1° - Recherche et recensement des enclos	13
2° - Questions posées aux responsables des élevages	16
3° - Importance	16
4° - Types d'élevages	17
II. ELEVAGE POUR LA CHASSE	18
1° - Importance - situation	18
2° - Installations - investissements	18
3° - Le cheptel et sa gestion	19
4° - Alimentation	19
5° - Débouchés	20
6° - Problèmes rencontrés	20

C. ELEVAGE POUR LA CHAIR	21
1° - Mise en place des élevages	22
2° - Le cheptel	26
3° - Alimentation	31
4° - Problèmes rencontrés	35
D. LES PETITS ENCLOS	40
III. <u>LES DEGATS DE SANGLIER</u>	
A. IMPORTANCE ET EVOLUTION	43
1° - Importance et évolution du montant global	43
2° - Volume des cultures détruites	45
3° - Partie imputable au sanglier	45
B. NATURE ET REPARTITION DES DEGATS	47
1° - Selon la nature des cultures	47
2° - Description des dégâts	49
3° - Epoque de survenue des dégâts	51
4° - Répartition des dégâts par zones	51
5° - Variations des dégâts en fonction du cheptel	54
C. PROCESSUS D'INDEMNISATION	56
1° - Historique	56
2° - Fonctionnement du système	57
3° - Problèmes liés au système actuel	63
4° - Améliorations possibles	65
D. MOYENS DE LUTTE	69
1° - Contrôle des populations	69
2° - Protection des cultures	69
CONCLUSIONS	73
BIBLIOGRAPHIE	74

